

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**ENTREPRENEURIAT ET AUTRES SUJETS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	8
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	15
<a href="#">Annexe 1 : Règlement d'intervention - Pass Entrepreneur#Leader</a>	16
<a href="#">Annexe 2 : Fiche projet WILCO</a>	24
<a href="#">Annexe 3 : Convention Wilco</a>	27
<a href="#">Annexe 4 : Avenant n°3 E#L Initiative 2024</a>	35
<a href="#">Annexe 5 : Convention de partenariat INPI Région</a>	45
<a href="#">Annexe 6 : Fiche projet Créatrices d'Avenir</a>	60
<a href="#">Annexe 7 : Convention Créatrices d'avenir 2025</a>	64
<a href="#">Annexe 8 : Fiche projet Femmes des Territoires</a>	74
<a href="#">Annexe 9 : Convention Femmes des Territoires 2025</a>	77
<a href="#">Annexe 10 : Fiche Projet Envi</a>	85
<a href="#">Annexe 11 : Convention Envi 2025</a>	89
<a href="#">Annexe 12 : Fiche projet Cité de la Gastronomie</a>	97
<a href="#">Annexe 13 : Convention SM Cité de la gastronomie</a>	100

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport propose le soutien à différents projets qui s'inscrivent dans le déploiement du Schéma Régional de Développement d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) pour la période 2022-2028.

### 1. Soutien à l'entrepreneuriat

#### 1.1 Pass Entrepreneur#Leader

Depuis le lancement du nouveau dispositif **Entrepreneur#Leader** en avril 2025, la Région Île-de-France poursuit son ambition de rendre l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise plus lisible, plus structuré et accessible partout sur le territoire. Ce dispositif s'appuie sur un parcours en trois étapes, adapté aux besoins des porteurs de projet à chaque phase (ante-crédation, financement, suivi post-crédation), avec une attention particulière portée aux femmes, aux jeunes, aux demandeurs d'emploi, aux personnes en situation d'handicap ainsi qu'aux habitants des quartiers prioritaires et des territoires ruraux.

Dans ce nouveau modèle, le porteur de projet effectue lui-même sa demande de soutien auprès de la Région qui, s'il est éligible, lui accorde un Pass lui permettant d'accéder à un accompagnement auprès de l'opérateur de son choix parmi une liste d'opérateurs labellisés en amont.

D'avril à août 2025, **3978 demandes de Pass** ont été déposées auprès de la Région, et **3045 Pass** ont déjà été attribués pour un montant de **1 526 110 €**.

L'instruction des dossiers comme le versement des aides de ce dispositif sont confiés à l'Agence des Services et Paiements dans le cadre de la convention régionale avec l'ASP adoptée par délibération n° CP 2024-344.

Afin de poursuivre la mise en œuvre des Pass, le présent rapport propose d'affecter :

- **490 667 €** d'autorisation d'engagement au titre du « Pass Entrepreneur#Leader Je crée mon entreprise » pour le versement de ces aides,
- **560 533 €** d'autorisation d'engagement au titre du « Pass Entrepreneur#Leader Je finance mon entreprise » pour le versement de ces aides,
- **266 667 €** d'autorisation d'engagement au titre du « Pass Entrepreneur#Leader Je dirige mon entreprise » pour le versement de ces aides,
- **96 526 €** pour la rémunération des frais de gestion de l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Afin de fluidifier les démarches et le parcours des créateurs et porteurs de projet, il est également proposé une modification mineure du règlement d'intervention Pass « Entrepreneur#Leader ».

#### 1.2 Soutien à l'accompagnement à la création et reprise d'entreprises innovantes

Dans le cadre de sa politique de soutien à la création et au développement des TPE-PME, il est

proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **182 111 €** à l'association Wilco pour l'accompagnement de 49 porteurs et porteuses de projets innovants, engagés pour créer de la valeur économique et impacter positivement la société. Le programme d'accompagnement proposé s'adresse aux entreprises franciliennes de moins de 3 ans de 3 secteurs d'activité (digital, santé, industrie) avec une ambition de croissance forte.

### **1.3 Avenant à la convention 24003128 relatif à l'accompagnement à la création et reprise d'entreprise – Volet « Je finance mon entreprise » 2024**

Afin de rééquilibrer la répartition des subventions par opérateur au sein du consortium de la Phase 2 du dispositif « Entrepreneur #Leader » pour l'année 2024, il est proposé de conclure un avenant à la convention de financement n° 24003128. Cet avenant est sans incidence financière, le montant global attribué restant inchangé.

### **1.4 Convention de partenariat entre la région Île-de-France et l'Institut National de la Propriété Industrielle**

La Région souhaite renouveler son partenariat avec l'Institut National de la Propriété Industrielle, pour continuer à renforcer les mesures de protection en matière de propriété industrielle de toutes les entreprises franciliennes, et notamment celles qui bénéficient d'un financement régional et qui sont incubées au Perqo. Cette convention est sans incidence financière.

### **1.5 Soutien à l'événement « J'aime ma Boite » piloté par le mouvement Ethic**

Dans le cadre de sa politique de soutien à la création et au développement des TPE-PME, la Région souhaite s'associer à l'événement « J'aime ma boîte » piloté par le mouvement Ethic. Pour les 23 ans de la Fête des Entreprises qui se déroulera le jeudi 16 octobre 2025, la Société de Management des Entreprises organise un événement pour célébrer la cohésion et le bien-être des salariés en entreprise.

Il est proposé de soutenir l'événement avec une affectation d'un montant de **10 000 €** pour un achat de visibilité de la Région au moment de l'événement.

## **2. Entrepreneuriat des femmes**

Conformément au plan d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes adopté par délibération n° CP 2023-163 du 29 mars 2023, il est proposé d'assurer la continuité de plusieurs actions visant à favoriser le développement d'entreprises dirigées par des femmes en Île-de-France.

### **2.1 Aide financière aux entrepreneuses du parcours Entrepreneur#Leader**

Pour réduire les inégalités d'accès à l'entrepreneuriat, la Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 2 000€ aux femmes avec enfant à charge, engagées dans un parcours Entrepreneur#Leader ou incubée au PERQO. Malgré des avancées, les femmes portent en effet toujours majoritairement la charge domestique, ce qui freine leur accès à l'entrepreneuriat. Seules 12 % des créatrices franciliennes bénéficient d'un partenaire à temps partiel, contre une majorité d'hommes créateurs. Plus souvent cheffes de familles monoparentales et disposant de revenus limités, elles rencontrent des difficultés accrues pour entreprendre. Depuis son lancement, **136**

**femmes** ont été soutenues pour un total de **143 000 €**.

Afin de poursuivre la mise en œuvre de cette aide, il est proposé d'affecter un montant de **183 000 €** pour le versement de cette aide et de **15 000 €** pour la rémunération de l'ASP.

## **2.2 Déploiement du réseau régional de mentorat pour les femmes entrepreneures**

Conformément au plan d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, une première expérimentation a été conduite en 2025, permettant à dix entrepreneuses en démarrage d'être accompagnées par des entrepreneuses chevronnées. Ce dispositif vise à favoriser les échanges entre pairs, rompre l'isolement, impulser une dynamique de réseau et valoriser les compétences des entrepreneuses. Les résultats de ce projet pilote ont été très positifs, avec un taux de satisfaction élevé.

Il est donc proposé de poursuivre le déploiement de ce dispositif, avec une affectation d'un montant de **12 000 €** pour le recours à une structure spécialisée dans le mentorat.

## **2.3 Soutien au concours « Créatrices d'Avenir » en faveur des femmes entrepreneures**

Dans le cadre de la politique régionale entrepreneuriat Entrepreneur#Leader et du plan d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, il est proposé de soutenir Initiative Île-de-France pour la mise en œuvre du programme francilien d'accompagnement des femmes entrepreneures « Créatrices d'Avenir » en 2025. Il est proposé d'attribuer à l'association une autorisation d'engagement de **30 000 €**.

## **2.4 Soutien à l'association Femmes des territoires pour les femmes entrepreneures**

Il est proposé d'attribuer une subvention de **30 000 €** à l'association Femmes des Territoires pour son action en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, par l'animation d'un réseau d'entraide physique et digital déployé à l'échelle régionale, et à l'attention de femmes isolées porteuses d'un projet de création d'entreprise.

## **2.5 Soutien à ENVI pour l'accompagnement à l'entrepreneuriat féminin**

Dans le cadre de la politique régionale de la création d'entreprise, il est proposé d'attribuer une subvention de **30 000 €** à ENVI pour mener un projet d'accompagnement spécifique à la création d'entreprise à destination de femmes entrepreneures. Ce projet vise à accompagner 100 femmes dans leur projet de création d'entreprise grâce à un parcours centré sur la bonne utilisation de l'IA.

# **3. Soutien régional à la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis**

Nouvel équipement situé à proximité immédiate du marché international de Rungis, la Cité de la gastronomie Paris-Rungis, fait partie avec Dijon, Tours et Lyon, des 4 projets de cités retenus par la Mission Française du Patrimoine et des Cultures Alimentaires, suite à l'inscription en 2010 du « repas gastronomique des français » au patrimoine immatériel de l'humanité par l'UNESCO. Cet équipement appelé à valoriser l'alimentation durable et le patrimoine gastronomique de l'Île-de-France, se compose de deux parties, un bâtiment central et un programme immobilier annexe. L'ensemble comprend des halles gourmandes et marchandes, avec une forte représentation des produits franciliens, des espaces dédiés à la formation, à l'éducation et à la culture, une résidence

étudiante, un hôtel et des parkings.

Le projet est porté par le Syndicat mixte de la Cité de la Gastronomie Paris Rungis, auquel la Région adhère depuis sa création en 2016 aux côtés du département du Val-de-Marne, de la Ville de Rungis, de la Métropole du Grand Paris, de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, de la Commune de Chevilly-Larue et de la Ville de Paris.

La Région Ile-de-France a participé en novembre 2022 à hauteur de 2 M€ à l'acquisition du foncier, sur un montant total de 11,7 M€ (délibération n° CP 2022-371).

Les travaux de construction du bâtiment central (cœur de la cité) doivent être lancés courant 2026. Le coût total des travaux s'élève à 58 M€. Il est proposé une participation de la Région à hauteur de **3 M€** sur la première tranche de travaux.

Le présent rapport vise :

- le versement d'une subvention de **3 M€** pour la construction du bâtiment de la Cité de la Gastronomie ;
- le versement de la cotisation 2024 et 2025 au Syndicat Mixte de la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis et de son quartier, pour un montant total de **140 000 €**.

#### **4. Convention d'autorisation en faveur de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris pour participer au financement de régimes d'aides régionaux**

Dans le cadre de la loi NOTRe, le législateur a souhaité conférer aux Régions une responsabilité renforcée en matière de développement économique, de soutien aux entreprises et d'innovation. Cette responsabilité repose sur deux piliers : une compétence exclusive dans la définition et l'octroi des aides aux entreprises d'une part, l'exercice, sur leur territoire, d'une fonction de coordination et de rationalisation d'initiatives économiques déployées par une pluralité d'acteurs, institutionnels et économiques d'autre part. La Région entend assumer pleinement cette responsabilité au bénéfice des entreprises franciliennes et du territoire.

En complément du soutien financier apporté par la Région aux entreprises, l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris sollicite une convention d'autorisation triennale afin de financer et d'accompagner les entreprises.

Les actions proposées visent, à titre d'exemples sur 2025/ 2026 : l'attribution du « Prix de l'entrepreneur Vallée Sud – Grand Paris / Prix Made In 92 », le renforcement de l'accueil et du conseil aux entreprises (porteurs de projets en création d'entreprises et dirigeants d'entreprises) via la Maison des entrepreneurs et Vallée sud Bio Parc et le développement d'actions en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire avec l'organisation, notamment, d'évènements sur chacune des onze communes du territoire.

Sur cette base, le présent rapport propose d'autoriser l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris à abonder les trois régimes d'aide régionaux suivants :

- « Prix »
- « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME »
- « Aides aux projets à utilité sociale »

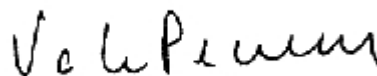
Pour permettre la réalisation des actions de ce rapport, il convient de procéder aux transferts

suivants :

- Prélèvement de 1 900 € d'autorisation d'engagement disponibles sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 633 « Développement touristique », programme HP63-006 « Fonds en faveur du tourisme », action 16300605 « Soutien aux organismes associé dans le domaine du tourisme »
- Au profit du chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 62 « Structure d'animation et de développement économique », programme HP62-002 « Développement économique des territoires », action 16200202 « Soutien aux projets territoriaux »

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2025

### ENTREPRENEURIAT ET AUTRES SUJETS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

**VU** le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié par les règlements (UE) 2017/1084, (UE) 2020/972, (UE) 2021/1237, et (UE) 2023/1315 ;

**VU** le règlement (UE) 2023/2832 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

**VU** la délibération n° CR 37-13 du 20 juin 2013 relatif au « financement des entreprises : règlement d'intervention en faveur des associations de prêts d'honneur » ;

**VU** la délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique ;

**VU** la délibération n° CP 15-515 du 9 juillet 2015 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'accès au financement des TPE-PME ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 154-16 du 8 juillet 2016 relative à la demande d'adhésion de la Région au syndicat mixte ouvert d'études de la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis et de son quartier ;

**VU** la délibération n° CP 16-475 du 16 novembre 2016 relative au soutien et adhésion à divers organismes contribuant au développement économique et à l'emploi régional – Syndicat mixte de la Cité de la gastronomie – Paris Europlace ;

**VU** la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à #LEADER Stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France - Adoption du schéma régional de



développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

**VU** la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

**VU** la délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

**VU** la délibération n° CP 2020-223 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 : « Artisanat, entrepreneuriat et aménagement numérique » ;

**VU** la délibération n° CP 2021-120 du 1<sup>er</sup> avril 2021 autorisant certaines communes ou leur groupement à attribuer des aides sur la base des régimes d'aides « Prix », « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », « Soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation », « Aide aux projets à utilité sociale » définis et mis en place par la Région ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-048 du 21 juillet 2021 relative à la poursuivre la relance économique ;

**VU** la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 : « Agir pour notre environnement » ;

**VU** la délibération n° CP 2021-273 du 22 juillet 2021 relative au soutien des territoires en matière de développement économique ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2022-001 du 28 janvier 2022 relative à l'identification des zones de reconquête économique ;

**VU** délibération n° CP 2022-111 du 23 mars 2022 relative aux filières et l'innovation ;

**VU** la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation d'Île-de-France (SRDEII) 2022-2028 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-193 du 20 mai 2022 relative au soutien aux agences départementales (91, 95), à des organismes de développement économique et autorisations diverses ;

**VU** la délibération n° CR 2022-048 du 22 septembre 2022 relative à la Stratégie régionale pour l'économie sociale et solidaire ;

**VU** la délibération n° CP 2022-460 du 10 novembre 2022 relative aux tiers lieux et autres affaires économiques ;

**VU** la délibération n° CP 2022-371 du 10 novembre 2022 relative au soutien à la cité de la gastronomie, à l'Agence Seine-et-Marne attractivité et conventions d'autorisations à des collectivités.

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-163 du 30 mars 2023 relative au plan d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1<sup>er</sup> juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2024-201 du 30 mai 2024 : « Attractivité et compétitivité » ;

**VU** la délibération n° CP 2024-366 du 15 novembre 2024 : « Entrepreneuriat et autres affaires économiques » ;

**VU** la délibération n° CP 2025-009 du 30 janvier 2025 : « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2025-222 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### **Article 1 : Pass Entrepreneur#Leader**

Affecte une autorisation d'engagement de **490 667 €** à l'Agence de Services et de Paiement pour le versement du Pass Entrepreneur#Leader « Je crée mon entreprise », disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

Affecte une autorisation d'engagement de **560 533 €** à l'Agence de Services et de Paiement pour le versement du Pass Entrepreneur#Leader « Je finance mon entreprise », disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme HP 65-001 (165001) « Économie Sociale et Solidaire », action 16500102 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2025.

Affecte une autorisation d'engagement de **266 667 €** à l'Agence de Services et de Paiement pour le versement du Pass Entrepreneur#Leader « Je dirige mon entreprise », disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **96 526 €** à l'Agence de Services et de Paiement pour les frais de gestion du dispositif, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

Modifie le règlement d'intervention adopté par délibération n° CP2025-009 du 30 janvier 2025 en remplaçant la phrase « Un Pass d'un nouveau type ne peut être sollicité qu'une fois le Pass précédent soldé. » par « Un Pass d'un nouveau type ne peut être sollicité qu'une fois le Pass précédent notifié. » (annexe 1).

## **Article 2 : Soutien à l'accompagnement à la création et reprise d'entreprises innovantes**

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » une subvention d'un montant maximum de **182 111 €** à l'association « Wilco » dont le projet est détaillé dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **182 111 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative au règlement budgétaire et financier.

## **Article 3 : Avenant à la convention 24003128 relatif à l'accompagnement à la création et reprise d'entreprise – Volet « Je finance mon entreprise » 2024**

Adopte l'avenant n°2 à la convention 24003128 joint en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

## **Article 4 : Convention de partenariat entre la région Île-de-France et l'Institut National de la Propriété Industrielle**

Approuve la convention de partenariat avec l'Institut National de la Propriété Industrielle telle que présentée en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

## **Article 5 : Soutien à l'événement « J'aime ma Boite » piloté par le mouvement Ethic**

Affecte une autorisation d'engagement **10 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

**Article 6 : Aide financière aux entrepreneuses du parcours Entrepreneur#Leader**

Affecte une autorisation d'engagement de **183 000 €** à l'Agence de Services et de Paiement pour le versement de l'aide financière aux entrepreneuses, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **15 000 €** à l'Agence de Services et de Paiement pour les frais de gestion du dispositif, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

**Article 7 : Déploiement du réseau régional de mentorat pour les femmes entrepreneures**

Affecte une autorisation d'engagement **12 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

**Article 8 : Soutien au concours « Créatrices d'Avenir » en faveur des femmes entrepreneures**

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » une subvention d'un montant maximum de 30 000 € à Initiative Île-de-France au titre de l'année 2025 pour le Programme d'accompagnement des femmes entrepreneures « Créatrices d'Avenir » dont le projet est détaillé dans la fiche projet en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », HP61-001 ' Soutien à la création et au développement des entreprises ', action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**Article 9 : Soutien à l'association Femmes des territoires pour les femmes entrepreneures**

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » une subvention d'un montant maximum de **30 000 €** à l'association Femmes des Territoires » dont le projet est détaillé dans la fiche projet en annexe 8 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe 9 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

#### ***Article 10 : Soutien à ENVI pour l'accompagnement à l'entrepreneuriat féminin***

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » une subvention d'un montant maximum de **30 000 €** à l'entreprise Envi dont le projet est détaillé dans la fiche projet en annexe 10 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe 11 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2025.

#### ***Article 11 : Soutien régional à la construction des équipements de la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis***

Décide de participer, avec une subvention spécifique au financement du projet de construction des équipements de la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis, tel que présenté dans la fiche projet en annexe 12 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention de partenariat jointe en annexe 13 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **3 000 000 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat, programme HP 63-002 (163 002) « Aménagement économique des territoires », action 16300202 « Zones d'activités économiques » du budget 2025.

#### ***Article 12 : Cotisation annuelle au Syndicat mixte de la Cité de la Gastronomie***

Décide du versement au Syndicat mixte de la Cité de la Gastronomie des cotisations annuelles 2024 et 2025 pour un montant global de **140 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **140 000 €** au bénéfice du syndicat mixte de la Cité de la Gastronomie prélevée sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 62 « Structure d'animation et de développement économique », programme HP62-002 « Développement économique des territoires », action 16200202 « Soutien aux projets territoriaux »

#### ***Article 13 : Autorisation donnée à l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris***

***à participer au financement de régimes d'aide régionaux***

Décide d'autoriser l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris à participer au financement des régimes d'aide régionaux « Prix », « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », « Aide aux projets à utilité sociale ».

Subordonne ces autorisations à la signature de la convention triennale conforme à la convention type adoptée par la délibération CP 2022-193 du 20 mai 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

**Annexe 1 : Règlement d'intervention - Pass  
Entrepreneur#Leader**



## **Règlement d'intervention Accompagnement à la création et reprise d'entreprise Pass Entrepreneur#Leader**

### **1. OBJECTIFS DU DISPOSITIF**

#### **BASES TEXTUELLES**

- 📖 Le code du travail, et notamment son article L.5141-5 ;
- 📖 Le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1511-2, L.4211-1, L.1611-7 ;
- 📖 Le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- 📖 Le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2022- 2028 ;

Depuis le 1er janvier 2017, la Région est responsable de l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises pour les demandeurs d'emploi et les personnes éloignées de l'emploi. Dans le cadre de cette nouvelle compétence, la Région a mis en place une offre d'accompagnement ambitieuse à destination de tous les porteurs de projet : «Entrepreneur#Leader. Ce programme s'inscrit dans le déploiement du Schéma Régional de Développement d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) pour la période 2022-2028.

La Région souhaite faire évoluer son programme d'accompagnement à la création et reprise d'entreprises par le biais de « Pass Entrepreneur#Leader qui consistent en une aide forfaitaire sous forme de subvention destinée à soutenir financièrement les accompagnements (conseils et expertises) en faveur des porteurs de projet franciliens afin de :

- proposer une offre d'accompagnement de proximité élargie, via un réseau d'opérateurs couvrant l'ensemble du territoire francilien,
- garantir la qualité de l'accompagnement proposé par des opérateurs labellisés sélectionnés en amont par la Région,
- améliorer le suivi des porteurs de projet pour répondre au plus près de leurs besoins et leur proposer une offre adaptée tout au long de leur parcours.

Les Pass Entrepreneur#Leader visent à accompagner les porteurs de projets et les créateurs/repreneurs d'entreprises en offrant trois types d'accompagnement correspondant aux étapes clés du parcours entrepreneurial : la création, le financement et le suivi post-crétion.

Il s'agit de faire du porteur de projet un véritable acteur de son parcours d'accompagnement en lui permettant de choisir sa structure d'accompagnement parmi une liste d'opérateurs labellisés par la Région. Ce label permet d'encadrer la démarche d'accompagnement grâce à des conseils personnalisés et des outils financiers adaptés à la diversité des situations et des stades de développement de l'entreprise. Une attention particulière est apportée à des publics prioritaires en raison de leur âge, leur genre, leur situation professionnelle ou leur localisation géographique.

### **2. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ**

### **a. Bénéficiaires éligibles**

Le public éligible est défini de la manière suivante selon le type de Pass demandé.

#### Pass 1 :

- toute personne physique majeure, résidant en Île-de-France,
- souhaitant créer une entreprise sur le territoire francilien,

#### Pass 2 :

- toute personne physique majeure, résidant en Île-de-France,
- souhaitant trouver une solution de financement adaptée à son projet de création d'entreprise,

#### Pass 3 :

- toute personne physique majeure, résidant en Île-de-France,
- ayant créé ou repris une entreprise depuis moins de 3 ans sur le territoire francilien,
- et ayant le statut de dirigeant (président, gérant, entrepreneur individuel, ... en tant que représentant légal).

Ne sont pas éligibles les créateurs des activités suivantes :

- Activité libérale réglementée ou assimilée,
- Activités immobilières,
- Médical et médico-social,
- Activités financières et d'assurance,
- Production agricole primaire, pêche, aquaculture, sylviculture.

Un accompagnement renforcé faisant l'objet d'un montant bonifié pour chaque type de Pass est proposé au public répondant à l'un des critères suivants :

- être une femme,
- être âgé de moins de 30 ans,
- être demandeur d'emploi,
- être en situation de handicap,
- résider dans un Quartier Prioritaire de la Ville<sup>1</sup> ou en territoire rural<sup>2</sup>,
- être repreneur d'entreprise pour les Pass 2 et 3.

### **b. Accompagnements éligibles et critères d'éligibilité**

Les Pass donnent accès, tout au long du parcours de création ou de reprise d'entreprises, à différents types d'accompagnement répondant aux besoins suivants :

- ☞ « Je souhaite créer mon entreprise »
- ☞ « Je cherche des solutions de financement »
- ☞ « J'ai besoin d'un suivi post-crédation »

Trois types de Pass sont ainsi proposés correspondant aux trois étapes essentielles du parcours de création ou reprise d'entreprise :

- ☞ **Pass Entrepreneur#Leader « Je crée mon entreprise »**
- ☞ **Pass Entrepreneur#Leader « Je finance mon entreprise »**
- ☞ **Pass Entrepreneur#Leader « Je dirige mon entreprise »**

---

<sup>1</sup> Condition vérifiable sur le site <https://sig.ville.gouv.fr/>

<sup>2</sup> La liste des communes en territoire rural est définie sur la base du référentiel de l'INSEE « la grille communale de densité » et est consultable sur le site de la Région.

Les accompagnements éligibles sont les accompagnements proposés par les opérateurs labellisés par la Région Île-de-France.

Chaque type de Pass propose un accompagnement spécifique répondant aux modalités ci-dessous.

### **CHEQUE 1 : Pass Entrepreneur#Leader « Je crée mon entreprise »**

Objectif : Faire valider la maturité, la faisabilité et les chances de réussite de son projet de création-reprise et devenir autonome dans la gestion quotidienne de sa future entreprise

Type d'accompagnement :

- Elaborer un plan d'action pour la création/reprise de son entreprise (notamment sa stratégie commerciale) et être orienté, le cas échéant, vers des accompagnements supplémentaires
- Bénéficier de réponses individuelles et personnalisées sur l'ensemble des problématiques liées à la création/reprise d'entreprise (aspects personnels, techniques, économiques, juridiques, financiers et administratifs liés au projet)
- Formaliser son business plan ;
- Choisir le statut juridique, fiscal et social approprié à son projet ;
- Connaître les fondamentaux pour la gestion quotidienne de sa future entreprise ;
- Identifier les outils de financement les plus appropriés à son projet ;
- Être accompagné dans la formalisation d'un dossier structuré et complet de présentation de son projet pour faciliter la recherche de financement

Modalités : L'accompagnement prend la forme **d'entretiens individuels**, sur une durée maximale de 8 mois à compter de la date de dépôt de la demande.

### **CHEQUE 2 : Pass Entrepreneur#Leader « Je finance mon entreprise »**

Objectif : Trouver une solution de financement adapté au créateur/repreneur (prêt d'honneur, micro-crédit, garantie bancaire)

Type d'accompagnement :

- Information sur l'offre de financement et l'éligibilité du projet (réunions collectives, rendez-vous individuels),
- Structuration financièrement du projet à travers l'analyse du business plan (aspects financiers, humains, marketing, comptables, juridiques, etc.) et le passage devant un comité d'agrément ou autre instance similaire,
- Mobilisation d'un financement (microcrédit, garantie bancaire ou prêt d'honneur) et d'un concours bancaire (hormis micro-crédit)

Modalités : L'accompagnement prend la forme **d'entretiens individuels** pour conduire le créateur/repreneur vers une solution de financement (passage en comité d'agrément ou instance similaire, obtention d'une garantie bancaire), sur une période maximale de 8 mois à compter de la date de dépôt de la demande.

### **CHEQUE 3 : Pass Entrepreneur#Leader « Je dirige mon entreprise »**

Objectif : Assumer pleinement son rôle de chef d'entreprise grâce à un pilotage efficace et le développement de ses compétences entrepreneuriales

Type d'accompagnement :

- Construire le pilotage efficace de l'entreprise
- Mettre en œuvre l'action commerciale

- Développer le réseau et les opportunités d'affaires
- Maîtriser les processus de recrutement
- Sécuriser le développement de l'activité

Modalités : l'accompagnement prend la forme **d'entretiens individuels et d'ateliers collectifs** jusqu'au 3ème anniversaire de l'entreprise, dans une limite de 8 mois maximum à compter de la date de dépôt de la demande.

### 3. LES MODALITES D'ATTRIBUTION DES CHEQUES

**Ces Pass ne peuvent être utilisés qu'auprès des opérateurs labellisés par la Région Île-de-France. L'aide est versée directement à l'opérateur labellisé choisi une fois la prestation réalisée** (se reporter à la rubrique 4.).

- Tout porteur de projet (créateur ou entrepreneur tel que défini dans la rubrique « bénéficiaires éligibles ») peut solliciter des Pass dans les différentes catégories de Pass pour son projet de création ou de reprise d'entreprise. Les 3 types de Pass proposés correspondent aux 3 étapes successives suivies dans le cadre d'un parcours d'entreprise, mais le porteur n'est pas contraint de suivre les 3 étapes du parcours. Il peut solliciter un Pass 1, un Pass 2 ou un Pass 3 en fonction de l'état d'avancement de son projet de création ou reprise.

- Chaque porteur de projet a droit à un seul Pass par type d'accompagnement et ne déposera qu'une seule demande par entreprise. Le même porteur peut ainsi bénéficier de 3 Pass (1, 2 et 3) pour 3 accompagnements différents. Un Pass d'un nouveau type ne peut être sollicité qu'une fois le Pass précédent notifié.

- Le porteur de projet ou entrepreneur doit déposer sa demande auprès de la Région avec l'ensemble des pièces demandées, notamment l'attestation signée par l'opérateur de son choix parmi la liste labellisée qui valide son entrée dans un parcours d'accompagnement. La validation d'une demande de Pass est conditionnée par la complétude du dossier (l'ensemble des pièces justificatives sont précisées sur la plateforme numérique des aides régionales *MesDemarches*) La Région se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire nécessaire à l'instruction du dossier.

- La demande de Pass Entrepreneur#Leader doit être effectuée selon les étapes suivantes auprès de la Région Île-de-France, via la plateforme numérique des aides régionales Mes Démarches :

Etape 1 : Le demandeur choisit l'opérateur de son choix parmi la liste des opérateurs labellisés par la Région.

Etape 2 : le demandeur fait valider son entrée dans l'accompagnement en faisant signer l'attestation à l'opérateur labellisé.

Etape 3 : il dépose sa demande en ligne avec l'ensemble des pièces justificatives, dont l'attestation signée par l'opérateur.

Etape 4 : Après instruction, la Région transmet au demandeur la notification d'attribution permettant de valider l'entrée dans l'accompagnement.

Etape 5 : Le demandeur bénéficie de l'accompagnement auprès de l'opérateur labellisé et valide avec l'opérateur que l'accompagnement a bien été réalisé.

- L'aide régionale ne peut être considérée comme attribuée qu'à compter de la transmission de décision d'attribution au bénéficiaire et sous réserve du respect du présent règlement.

- Les Pass sont attribués dans la limite du budget voté. L'attribution des Pass est modulée tout au long de l'année par type de Pass selon le budget disponible. La Région favorise les projets portés par le public prioritaire, particulièrement les femmes.

**Délais à respecter :**

- Ce dispositif est mis en œuvre dans un but incitatif. Seuls les accompagnements commencés à compter de la date de dépôt de la demande sur la plateforme seront pris en compte.
- Pour chaque Pass, l'accompagnement doit avoir été réalisé à compter de la date de dépôt de la demande dans un délai maximal de 8 mois pour prétendre à un versement.

## 4. MODALITES DE FINANCEMENT

### a. Nature et montant des Pass

Le « Pass Entrepreneur#Leader » est une aide forfaitaire sous forme de subvention destinée à soutenir financièrement les accompagnements (conseils et expertises) en faveur des porteurs de projet selon les modalités suivantes :

Type de Pass	Tout public	Public prioritaire
	Valeur nominative	Valeur nominative
<b>Pass 1 « Je crée mon entreprise »</b>	370 €	470 €
<b>Pass 2 « Je finance mon entreprise »</b>		
----- <b>Micro-crédit</b>	440 €	540 €
<b>Prêt d'honneur/garantie</b>	570 €	670 €
<b>Pass 3 « Je dirige mon entreprise »</b>	310 €	410 €

-Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus représentent la contribution financière de la Région pour soutenir les différents accompagnements. Ils ne correspondent pas au coût total de l'accompagnement ni au montant des aides pouvant être attribuées à un créateur.

- **Ces Pass ne peuvent être utilisés qu'après des opérateurs labellisés par la Région Île-de-France. La valeur du Pass n'est pas versée directement au porteur de projet (créateur, entrepreneur, ...). Elle est versée directement à l'opérateur labellisé choisi une fois la prestation réalisée.**

- Le bénéficiaire est informé que l'accompagnement subventionné ne peut pas être cumulé avec une autre aide publique ayant le même objectif, sauf si le coût total de l'accompagnement dépasse le montant de la prise en charge de la Région. Dans ce cas, la Région Île-de-France se réserve le droit de contrôler chaque accompagnement individuellement et peut exiger le remboursement partiel ou total de la subvention régionale si le montant total des aides publiques dépasse le coût réel de l'accompagnement.

### b. Modalités de versement des Pass aux opérateurs labellisés

Les engagements et modalités de versement aux opérateurs sont précisées dans l'appel à candidature et la Charte d'engagement adoptés en commission permanente.

Les opérateurs labellisés valident l'entrée dans l'accompagnement en signant l'attestation transmise au porteur de projet.

Pour obtenir leur versement, les opérateurs déposent leur demande de versement par lot de Pass, sur la plateforme *MesDemarches*, une fois que la prestation a été réalisée selon les conditions précisées dans le présent règlement, l'appel à candidature et la Charte. Tout accompagnement qui ne remplit pas les conditions énoncées dans le présent règlement par le fait du demandeur ou de l'opérateur, n'est pas réglé par la Région.

La demande de versement doit avoir lieu au plus tard un an après la date de notification de l'aide au porteur. Si à l'expiration de ce délai, l'opérateur n'a pas transmis une demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Type de Pass	Minimum requis pour paiement aux opérateurs	Tout public	Minimum requis pour paiement aux opérateurs	Public prioritaire
<b>Pass 1 « Je crée mon entreprise »</b>	3h min. d'accompagnement individuel	<b>370 €</b>	5h min. d'accompagnement individuel	<b>470€</b>
<b>Pass 2 « Je finance mon entreprise »</b>	Instruction + avis favorable du comité d'agrément ou autre instance	<b>440 €</b>	Accompagnement + avis favorable du comité d'agrément ou autre instance similaire	<b>540 €</b>
<b>Micro-crédit Prêt d'honneur-Garantie</b>	similaire + attestation SIRET de l'entreprise	<b>570 €</b>	+ attestation SIRET de l'entreprise	<b>670 €</b>
<b>Pass 3 « Je dirige mon entreprise »</b>	3h min. d'accompagnement individuel	<b>310 €</b>	5h min. d'accompagnement individuel	<b>410 €</b>

Seuls seront pris en compte pour le **calcul du montant à verser** les Pass :

- ☞ ayant fait l'objet d'une notification par la Région au porteur,
- ☞ dont l'accompagnement a été réalisé à compter de la date de dépôt de la demande dans un délai de maximal de 8 mois,
- ☞ et dont les demandes de versement sont complètes et conformes et ont été déposées dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du Pass. Si à l'expiration de ce délai, l'opérateur n'a pas transmis une demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

#### Démarches et pièces à fournir

Après avoir vérifié que le porteur a bien reçu la notification et une fois la prestation d'accompagnement réalisée, chaque opérateur labellisé dépose sa demande de versement par lot de Pass validés, et dépose ses justificatifs, notamment :

- ☞ un **état récapitulatif avec la liste des dossiers** selon le modèle fourni par la Région faisant figurer la référence du Pass, la date de dépôt, les nom-prénom du bénéficiaire, le type de Pass, l'identité de l'opérateur, la date de notification et la date de fin de réalisation, le type de montant (bonifié/ non bonifié), le montant alloué.

- ☞ une **attestation de réalisation** selon le modèle fourni par la Région pour chaque Pass, signée et datée par le porteur et l'opérateur (un minimum d'heures d'accompagnement est requis sur les Pass 1 et 3)
- ☞ les pièces spécifiques au Pass 2 : avis favorable du comité d'agrément ou instance similaire et justificatif attestant que l'entreprise a bien été créée (depuis moins de 3 ans).

## 5. ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage au moment du dépôt de sa demande sur la sincérité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide et des engagements précisés sur Mes démarches, ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication, d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

En matière de communication, il s'engage notamment à faire apparaître clairement la contribution régionale dans toutes les actions de communication et publications liées au Pass octroyé et à collaborer avec la Région en répondant à ses demandes relatives aux Pass Entrepreneur#Leader et au label associé : enquêtes de satisfaction, témoignages, etc.

En matière de contrôle, le bénéficiaire autorise la Région et son délégataire à exercer sur pièce et sur place tout contrôle de la réalité des déclarations du bénéficiaire, de la réalité de l'accompagnement reçu et de l'utilisation de l'aide qu'elle juge utile. La Région se réserve le droit d'exiger le reversement total de la subvention si le bénéficiaire ne respecte pas les obligations mentionnées dans le règlement régional d'intervention.

## 6. SUIVI ET CONTRÔLE

Les Pass Entrepreneur#Leader font l'objet d'un suivi portant sur la validité des Pass déposés ainsi que sur la réalisation effective des accompagnements et le respect des engagements des porteurs de projet comme des opérateurs.

La Région peut demander au payeur régional de recouvrer tout ou partie des sommes versées au titre de la subvention en cas de manquement total ou partiel par les créateurs et les opérateurs à l'un des engagements ou à l'une des obligations établis par le présent règlement d'intervention et la décision d'attribution.

Il est interdit d'avoir des liens d'intérêts entre le bénéficiaire de l'aide et l'opérateur de l'accompagnement. En cas de fraude ou de fourniture de justificatifs frauduleux, la Région se réserve le droit de refuser le versement de l'aide et d'exiger le remboursement des fonds versés. La Région se réserve le droit d'exclure l'opérateur concerné du dispositif.

## **Annexe 2 : Fiche projet WILCO**



**DOSSIER N° 25000309 - Accompagnement à la création d'entreprises innovantes**

**Dispositif** : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

**Délibération Cadre** : CR2017-141 du 06/07/2017

**Imputation budgétaire** : 936-61-65748-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	364 223,00 € TTC	50,00 %	182 111,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		182 111,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : WILCO

Adresse administrative : 30 AVENUE CARNOT  
91300 MASSY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Eric VAYSSET, Directeur

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, il est demandé la prise en compte le démarrage du projet au 01/01/2025 afin d'assurer la continuité des actions engagées.

**Description :**

L'association WILCO accompagne des projets innovants portés par des femmes et des hommes engagés pour créer de la valeur économique et impacter positivement la société.

Le programme d'accompagnement proposé s'adresse aux entreprises franciliennes de moins de 3 ans de 3 secteurs d'activité (digital, santé, industrie) avec une ambition de croissance forte. Il permet aux porteurs de projet accompagnés de structurer leur business par le biais de bootcamps collectifs thématiques, de les accompagner dans leur accès au financement, de participer à des événements business (avec statups, ETI/grands groupes, ...) et d'accéder à un réseau d'entrepreneurs mentors et d'investisseurs.

Les porteurs de projets sont sélectionnés par le biais d'appels à candidatures.

WILCO propose ainsi d'accompagner 49 entreprises et d'en onboarder 34, dans l'objectif de les aider à réaliser leur 1er million d'euros de chiffre d'affaires annuel au bout de 3 ans.

En 2024 avec le soutien financier régional, WILCO a notamment poursuivi :

- L'accélération de startups avec 100 nouvelles startups franciliennes sélectionnées qui ont intégré l'un des accélérateurs WILCO. 95 startups ont bénéficié d'un financement à l'issue des start sessions et des comités de financement des loan sessions. Les startups en cours d'accélération (promotions 2021 à 2024) ont levé 223M€ pour accélérer leur développement,
- Le soutien aux femmes entrepreneuses avec le Club Women qui fédère les femmes associées des startups accélérées par WILCO en créant un espace de confiance et de partage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Masse salariale dédiée au projet	222 265,00	61,02%
Frais de réception	17 000,00	4,67%
Frais de communication	29 500,00	8,10%
Frais de structure dédiés au projet (frais de fonctionnement, loyer, ...)	95 458,00	26,21%
Total	364 223,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	182 111,00	50,00%
Mécénat	73 383,00	20,15%
Autres ressources	108 729,00	29,85%
Total	364 223,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

## **Annexe 3 : Convention Wilco**

**CONVENTION N°25000309  
RELATIVE AU SOUTIEN A L'ASSOCIATION WILCO**

Entre

**La Région Île-de-France**

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine,  
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
en vertu de la délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

**L'association WILCO,**

représentée par, Laure REINHARD, Présidente  
Sise, 30 Avenue Carnot, 91300, Massy  
N° Siret : 441202348 – 00039,  
Ci-après dénommée le bénéficiaire,

d'autre part,

Après avoir rappelé :

**PREAMBULE :**

Après avoir rappelé que :

- La stratégie de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) « IMPACT 2028 » adoptée le 19 mai 2022 prévoit la poursuite de l'accompagnement à l'entrepreneuriat en Île-de-France.
- L'aide est attribuée sur la base du règlement d'intervention approuvée par délibération CR 2017-141 du 7 juillet 2017 « politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME.
- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'association Wilco pour son action en faveur de l'entrepreneuriat francilien innovant.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 364 223 €, soit un montant maximum de subvention de **182 111 €**. Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

**ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

## ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées.

## ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informers la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservers pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

## ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

### Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

### Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

### Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

### Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique

aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

#### ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX AIDES D'ETAT

Le bénéficiaire applique la réglementation suivante dans le cadre de l'opération.

Le bénéficiaire est chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat, notamment le règlement de minimis (UE) 2023/2831 du 13 décembre 2023.

Le bénéficiaire s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

#### ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul du montant des avances à verser est limité à 80 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

#### ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde **de la subvention est effectué sur présentation :**

- une demande de versement de subvention (DVS) **signée par le représentant légal du BÉNÉFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,**
- un bilan quantitatif et qualitatif de l'action,
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées **au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné,**
- **un compte rendu d'exécution** qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

#### ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle



fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

#### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 25 septembre 2025. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

Le

**La présidente de  
L'association Wilco**

**La présidente du  
conseil régional d'Île-de-France  
ou son représentant**

**Mme Laure REINHARD**

**Mme Valérie PÉCRESSE**

## **Annexe 4 : Avenant n°3 E#L Initiactive 2024**

**Avenant n°3**  
**à la convention n° 24003128**  
**RELATIVE A L'APPEL A PROJET D'ACCOMPAGNEMENT**  
**VERS LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISES – 2024**  
**Volet « Je finance mon entreprise » - INITIACTIVE ÎLE-DE-FRANCE**

**La Région Île-de-France**

dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen,  
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération CP 2025-222 du 25 septembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

**INITIACTIVE Île-de-France**

N° SIRET : 832715874 - 00018

dont le siège social est situé au : 36 rue des petits champs Paris 75 002  
représentée par ses co-présidents, Madame Francine Savidan et Monsieur Lionnel Rainfray  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**Après avoir rappelé :**

Par délibération N° CP 2024-109 du 28 mars 2024, la Région a décidé par convention n° 24003128 de soutenir Initiactive Île-de-France pour l'appel à projet d'accompagnement vers la création et reprise d'entreprises -2024 - Volet « Je finance mon entreprise ».

Par délibération N° CP 2024-366 du 15 novembre 2024, la Région a décidé par l'avenant n°1 de prolonger la période de la convention.

Par délibération N° CP 2025-009 du 30 janvier 2025, la Région a décidé par l'avenant n°2 d'attribuer une subvention de fonctionnement complémentaire pour la période transitoire avant la clôture de l'ancien dispositif Entrepreneur#Leader au titre de l'appel à projet « pour l'accompagnement vers la création et reprise d'entreprises » porté par Initiactive Île-de-France pour la phase « Je finance mon entreprise ».

Par délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025, la Région a décidé par l'avenant n°3 de réajuster la répartition des subventions au sein du consortium en fonction de la réalisation des actions de chaque opérateur. Cet avenant est uniquement applicable au montant initialement voté par la délibération N° CP 2024-109 du 28 mars 2024 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

**Il est convenu de ce qui suit :**

**ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3.1 de la convention initiale.

### ARTICLE 3.1 REPARTITION DES SUBVENTIONS « EN CASCADE »

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale d'un montant de 1 978 000 € dans les conditions suivantes pour un montant total de 1 973 700 € par suite des actions réalisées :

90 000 € à INITIACTIVE Ile-de-France en tant que chef de file du consortium "je finance mon entreprise" pour l'année 2024.

906 250 € à Adie en tant qu'opérateur du volet accompagnement en financement "Je finance mon entreprise" pour l'année 2024.

186 000 € au Réseau Entreprendre en tant qu'opérateur du volet accompagnement en financement "Je finance mon entreprise" pour l'année 2024.

791 450 € à INITIACTIVE Ile-de-France en tant qu'opérateur du volet accompagnement en financement "Je finance mon entreprise" pour l'année 2024.

### **ARTICLE 2**

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le

Le

**Pour INITIACTIVE Ile-de-France  
Les co-Présidents**

**La Présidente de la Région Ile-de-France  
ou son représentant**

**Francine SAVIDAN**

**Valérie PECRESSE**

**Lionnel RAINFRAY**



**Fiche projet votée par délibération CP 2024-109 du 28 mars 2024  
modifiée par délibération CP 2025-222 du 25 septembre 2025**

**DOSSIER N° 24003128 - offre accompagnement en financement-Entrepreneur # Leader 2024  
- INITIACTIVE IDF**

**Dispositif** : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME  
(Fonctionnement) (n° 00001056)

**Délibération Cadre** : CR2017-141 du 06/07/2017

**Imputation budgétaire** : 936-65-65748-565001-400

Action : 565001024- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	7 393 500,00 € TTC	26,75 %	1 978 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 978 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : INITIACTIVE ILE DE FRANCE  
Adresse administrative : 36 RUE DES PETITS CHAMPS  
75002 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Lionnel RAINFRAY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Aide en fonctionnement au titre de 2024

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2024 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet démarrera de façon anticipée sur l'année complète 2024 : du 1er janvier au 31 décembre 2024

**Description :**

**Après avoir rappelé :**

Par délibération N° CP 2024-109 du 28 mars 2024, la Région a décidé par convention n° 24003128 de soutenir Initiative Île-de-France pour l'appel à projet d'accompagnement vers la création et reprise d'entreprises -2024 - Volet « Je finance mon entreprise ».

Par délibération N° CP 2024-366 du 15 novembre 2024, la Région a décidé par l'avenant n°1 de prolonger la période de la convention.

Par délibération N° CP 2025-009 du 30 janvier 2025, la Région a décidé par l'avenant n°2 d'attribuer une subvention de fonctionnement complémentaire pour la période transitoire avant la clôture de l'ancien dispositif Entrepreneur#Leader au titre de l'appel à projet « pour

l'accompagnement vers la création et reprise d'entreprises » porté par Initiative Île-de-France pour la phase « Je finance mon entreprise ».

Par délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025, la Région a décidé par l'avenant n°2 de réajuster la répartition des subventions au sein du consortium en fonction de la réalisation des actions de chaque opérateur. Cet avenant est uniquement applicable au montant initialement voté à la délibération N° CP 2024-109 du 28 mars 2024 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

La proposition d'Initiative Île-de-France a été retenue dans le cadre de l'appel à projet régional "création et reprise d'entreprise" en 2022 pour le déploiement du dispositif Entrepreneur #Leader sur le volet "Je finance mon entreprise". Le présent financement s'inscrit dans le cadre du renouvellement du soutien régional pour 2024 et constitue la dernière année de renouvellement.

INITIACTIVE Ile-de-France est le chef de file du consortium "Je finance mon entreprise".

Il a un rôle d'animation du consortium et est chargé des missions suivantes :

- être l'interlocuteur administratif et financier de la Région (conventions, versement des aides...),
- organiser les différentes actions proposées pour un accompagnement et un parcours optimisé pour le porteur de projet,
- coordonner la réalisation, le reporting de l'activité et l'évaluation du projet subventionné par la Région.

INITIACTIVE IDF regroupe les opérateurs suivants :

- INITIACTIVE Ile-de-France, association portée par le Réseau Initiative Ile-de France et Ile-de-France France Active, fédère les actions sur la phase financement.
- Adie
- Réseau Entreprendre

La candidature d'INITIACTIVE IDF intégrée à Entrepreneur # Leader, propose de poursuivre les axes d'accompagnements comme : ouvrir l'accès à leur plateforme numérique ; les RDV pourront être organisés à distance ; les contrats de prêts seront numérisés avec signature électronique ; offrir une mise en relation avec un mentor.

Le consortium "Je finance" propose 2 niveaux d'accompagnement : un accompagnement « promesse » (16 h) pour tous (hommes, personnes handicapées, salariés...) et un « accompagnement renfort » (+ 4 heures pour atteindre un accompagnement de 20H) qui sera dédié aux 6 publics cibles (femmes, demandeurs d'emplois, jeunes de + 30 ans, repreneurs, personnes résidant en QPV ou ZRR).

Accompagnement des femmes :

Pour 2023 INITIACTIVE IdF a atteint l'objectif DE 50 % de femmes financées. Pour 2024, les actions suivantes seront développées :

- Organisation par les opérateurs, dans les territoires, d'événements dédiés aux femmes entrepreneures pour mettre en avant les solutions d'accompagnement et de financement, et faire témoigner des anciennes bénéficiaires, afin de valoriser des rôles-modèles de femmes entrepreneures accompagnées
- Mise en avant dans la communication des portraits de femmes entrepreneures bénéficiaires du dispositif Entrepreneur #Leader - Valorisation du programme Entrepreneur #Leader à l'occasion du concours Créatrices d'Avenir et orientation des candidates du concours vers le programme
- Développement des synergies avec des structures qui interviennent spécifiquement auprès



du public « femmes entrepreneures » selon les opérateurs : Les Premières, Force Femmes, Femmes Chefs d'Entreprises, Femmes des territoires, La Ruche, Social Builder, etc.

#### QPV :

En 2023, le consortium a atteint l'objectif de 15 % de créateurs issu des QPV. Afin de poursuivre dans ce sens, il est proposé, en 2024, les actions suivantes :

- Développement des implantations des réseaux en QPV (antennes et permanences) pour renforcer l'ancrage du dispositif au niveau local
- Enjeu de création de CitésLabs dans plusieurs territoires pour l'amorçage de projets
- Délocalisation de comités d'agrément en QPV
- Intégration d'habitants des QPV, selon les compétences, parmi les membres des comités et dans les instances
- Événements de proximité pour aller vers les habitants et les sensibiliser à la création d'activité et aux solutions existantes
- Mise en place de synergies locales avec les acteurs QPV : Collectivités, institutions publiques, associations, réseaux (Positive Planet, Les Déterminés, etc.)
- Développement des synergies avec la Phase 1 pour former et financer davantage d'entrepreneurs dans les QPV
- Développement des dynamiques de collaboration avec les partenaires de l'écosystème QPV
- Mobilisation des médiateurs de quartier ou des maisons de quartier

#### Jeunes :

Le consortium a atteint l'objectif de 20% de jeunes de moins de 30 ans financés en 2023. Pour 2024, l'objectif reste le même. Les actions suivantes vont être déployées :

- Participation aux événements des incubateurs, notamment ceux portés par des Ecoles et Universités, pour mieux faire connaître l'offre Entrepreneur #Leader
- Communication ciblée sur les réseaux sociaux pour sensibiliser les jeunes à l'opportunité d'entreprendre
- Actions de sensibilisation et d'information dans les lycées professionnels
- Participation à des dispositifs spéciaux pour les jeunes éloignés de l'emploi (ex. distribution de primes pour les jeunes dans le cadre du dispositif Inclusion par le travail indépendant)
- Renforcement de la collaboration avec la Phase 1 pour faire bénéficier les jeunes d'un accompagnement renforcé au moment du montage de leur projet
- Développement des collaborations avec les Pépites Ile-de-France pour renforcer la culture entrepreneuriale et l'innovation dans l'enseignement supérieur
- Coopération avec le MoovJee
- Collaborations avec les Missions Locales

#### Demandeurs d'emploi :

Le consortium "Je finance" maintiendra un taux de 60 % de demandeurs d'emplois accompagnés, taux atteint en 2023.

#### Zones rurales :

En 2023, le consortium avait proposé de faire évoluer le taux d'accompagnement des créateurs en zones rurale à 5 % toutefois ce taux n'ayant pas été atteints, le consortium propose de baisser ce taux à 4% et de développer les actions suivantes :

- Mise en place d'actions d'information sur le dispositif Entrepreneur #Leader, avec l'appui fort de la Région Ile-de-France, auprès des mairies des villes et communes situées en zones rurales
- Mise en place de permanences dans les zones rurales, partenariat avec l'écosystème entrepreneurial local tel que les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers et de l'artisanat
- Délocalisation de comités d'agrément

- Organisation d'évènements pour favoriser la revitalisation des zones rurales et préserver les commerces existants qui souffrent d'une grande vulnérabilité économique.
- Synergies avec les partenaires locaux pour financer davantage d'entrepreneurs dans les territoires ruraux
- Développement de la coopération avec la phase 1

Reprise :

Le consortium enregistre, un taux de réalisation d'accompagnement à la reprise qui s'élève à 20 % (entreprises financées) en 2023. Ce taux a progressé depuis 2021. En 2024, Il projette de mettre en place plusieurs actions pour parvenir à un taux d'accompagnement de 15 % (partenariat, ateliers dédiés, accompagnement renfort, financement pour les repreneurs) :

- Communication croisée entre les réseaux et l'écosystème de la reprise selon les opérateurs
- Intervention régulière et animation de workshops dans les modules dédiés aux repreneurs sur le thème de la structuration du plan de financement et la recherche de financement pour présenter les solutions d'accompagnement et de financement d'E#L2 en lien avec la phase 3.
- Mise en place de synergies avec les experts de la cession reprise tels que le CRA (Cédants et Repreneurs d'Affaires), l'Ordre des Experts-comptables, la chambre de commerce et d'industrie, les URSCOP, les structures spécialisées, etc. afin d'augmenter le sourcing de projets de reprise.

En 2023, 3 616 entreprises accompagnées et 2 651 financées.

Concernant la part variable, seule l'objectif de zone rurale n'a pas été atteint. Des efforts ont toutefois été fournis pour capter cette cible.

Pour 2024, le consortium propose d'accompagner :

Pour l'année 2024, le consortium propose d'accompagner en financement 4 050 entreprises dont la direction est composée de :

- 50% de femmes accompagnées ;
- 15% de personnes issues des Quartiers Politiques de la Ville ;
- 60% de demandeurs d'emploi ;
- 4 % de personnes issues des zones rurales ;
- 15% de repreneurs d'entreprise ;
- 20% de jeunes de - de 30 ans ;

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### **Détail du calcul de la subvention :**

La subvention régionale affectée à la réalisation de la mission d'animation du consortium est d'un montant de 90 000 € dont 20 000 € sont attribués pour des animations d'actions ciblées permettant l'atteinte de la proposition relative aux publics cibles. Cette part variable sera versée au prorata du nombre d'objectifs atteints sur les objectifs suivants : femmes (50%), personnes issues des Quartiers Politique de la Ville (15%), demandeurs d'emploi (60%), personnes issues de zones rurales (5%) soit 4 objectifs.

La subvention régionale affectée à la réalisation des 3500 entreprises accompagnées dont 3090 financées pour l'année 2024 est d'un montant de 1 978 000 €.

La subvention régionale est répartie de la façon suivante :

90 000 € à INITIACTIVE IDF en tant que chef de file du consortium "je finance mon entreprise" pour l'année 2024.

### ARTICLE 3.1 REPARTITION DES SUBVENTIONS « EN CASCADE »

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale d'un montant de 1 978 000 € dans les conditions suivantes :

90 000 € à INITIACTIVE Ile-de-France en tant que chef de file du consortium "Je finance mon entreprise" pour l'année 2024.

906 250 € à Adie en tant qu'opérateur du volet accompagnement en financement "Je finance mon entreprise" pour l'année 2024.

186 000 € au Réseau Entreprendre en tant qu'opérateur du volet accompagnement en financement "Je finance mon entreprise" pour l'année 2024.

791 450 € à INITIACTIVE Ile-de-France en tant qu'opérateur du volet accompagnement en financement "Je finance mon entreprise" pour l'année 2024.

Seul le budget prévisionnel agrégé du consortium sera intégré à la fiche projet. Toutefois il sera nécessaire pour les services de la Région de prendre en compte l'ensemble des budgets prévisionnels et réalisés du chef de file et de ses opérateurs pour s'assurer de la bonne réalisation des objectifs.

#### **Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET FORMATION  
PROFESSIONNELLE/Appui à la création des entreprises de l'ESS

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2024

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Couts d'exploitation et de gestion du consortium	556 500,00	7,53%
Frais de personnel	6 569 000,00	88,85%
Prestations externes liées à l'accompagnement des porteurs	264 000,00	3,57%
Communication	4 000,00	0,05%
Total	7 393 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	681 000,00	9,21%
Financements Privés	1 219 500,00	16,49%
Region Île-de-France	1 978 000,00	26,75%
FSE	2 355 000,00	31,85%
Collectivités	1 160 000,00	15,69%
Total	7 393 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis SIEG (UE) 2023/2832 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :  
Aides de minimis SIEG

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

## **Annexe 5 : Convention de partenariat INPI Région**

## CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

**La région Île-de-France**, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération n° CP 2025-222 du 25 septembre 2025.

Ci-après désignée « la Région »

Et

**L'Institut National de la Propriété Industrielle**, Etablissement public dont le siège est situé 15 rue des Minimes – CS50001 92677 Courbevoie Cedex, représenté par son Directeur Général, Monsieur Pascal Faure.

Ci-après désigné « INPI »

Il a été convenu ce qui suit :

### PREAMBULE

---

La loi du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a confié la responsabilité aux **Régions**, sur leurs territoires respectifs, de la définition des orientations en matière de développement économique.

Elles disposent d'une compétence exclusive en matière d'aides aux entreprises (hors immobilier d'entreprise). Les Régions déploient leur politique d'appui au développement économique dans le cadre de partenariats avec les acteurs socio-économiques présents sur le territoire (collectivités territoriales, chambres consulaires, agences de développement

économique, associations et clusters...), en accord avec les orientations de leur Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

En 2022, la **Région Ile de France** a voté son nouveau Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII). Cette nouvelle stratégie, nommée IMPACT 2028, a pour objectif de renforcer l'accompagnement aux entreprises franciliennes et de poursuivre sa dynamique collective au service des grands défis de notre temps.

L'Île-de-France est la première métropole de l'Union européenne et la première région au monde pour les investissements en R&D. Elle se place parmi les 3 premières métropoles mondiales pour l'attractivité des investissements étrangers.

**La Région** a fait du soutien des entreprises franciliennes le pilier de sa politique de développement économique. Pour accompagner le développement des entreprises, de leur création à leur transmission, la Région propose une gamme d'outils et de financements spécifiques, mais également un réseau de partenaires dont les expertises sont nécessaires aux besoins spécifiques de chacune d'entre elles.

Depuis 2017, ce sont plus de 10.000 entreprises aidées tout au long de leur développement, avec près de 30% d'entreprises industrielles. L'Île-de-France compte plus de 66 lieux d'innovation reconnus et porte de grands projets de R&D.

**La Région** entend rester une région attractive et capable de rebondir face à la crise en engageant massivement ses entreprises à innover notamment dans la transition digitale et écologique, à amplifier leur impact social. La défense de la souveraineté industrielle est une priorité tout comme être leader en Europe dans les innovations stratégiques.

**La communauté des bénéficiaires de Pass Entrepreneur#Leader** rassemble l'ensemble des porteurs de projet et les dirigeants accompagnés par ce dispositif, à chaque étape de leur parcours, pour structurer leur projet, trouver des financements et développer leur entreprise.

**Le Réseau Île-de-France Entreprises (RIDFE)** rassemble les entreprises bénéficiaires d'aides économiques régionales de divers dispositifs (gamme Up, appels à projets, fonds, missions internationales, etc.). Cet écosystème a pour vocation de favoriser l'accompagnement extra-financier des entreprises franciliennes -TPE et PME principalement - via une offre de services dynamique et créatrice de synergies pour l'essor des innovations, des emplois et du développement économique du territoire francilien.

**Le Perqo**, initié par la **Région Île-de-France** et installé au cœur de ses locaux à Saint-Ouen, est un incubateur destiné aux porteurs de projet à impact social et environnemental visant à améliorer le quotidien des Franciliens. Il est le tout 1er incubateur implanté par une Région au sein de ses locaux.

**L'Institut national de la propriété industrielle (INPI)** est un acteur majeur de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la création en France. Il délivre les titres de propriété industrielle (brevets, marques, dessins et modèles), assure l'homologation des indications géographiques artisanales et industrielles. L'INPI agit également en faveur de l'entrepreneuriat et du développement économique par ses actions de sensibilisation et de formation grâce à son réseau national et à ses représentations internationales.

**L'INPI** est l'opérateur du Guichet unique pour les formalités d'entreprises et du Registre national des entreprises. Il assure la diffusion des données sur les entreprises et la propriété industrielle.

**L'INPI** participe activement à l'élaboration du droit dans les domaines de la propriété intellectuelle, de la lutte contre la contrefaçon, du soutien à l'innovation et à la compétitivité des entreprises, en France et à l'international. A ce titre, l'INPI représente la France dans les instances internationales.

Sur le terrain, des experts INPI sont présents en France et à l'étranger pour accompagner les entreprises dans leurs projets innovants, les sensibiliser à la propriété industrielle et leur donner les clés pour mieux comprendre les enjeux et mieux utiliser la propriété industrielle. Ces experts sont également actifs à l'étranger sur les sujets de la protection et de la lutte anti-contrefaçon.

**L'INPI** déploie un programme de sensibilisation et de formation en collaboration avec ses partenaires, les milieux économiques et le secteur éducatif. Il accompagne également les entreprises dans la création, le développement et l'optimisation de leur stratégie d'innovation, à travers différents programmes de formation.

**L'INPI** déploie ainsi, auprès des entreprises, des produits et services dédiés :

- Le « Diagnostic **PI** » (Prédiagnostic et empreinte PI) pour préconiser des pistes d'actions à initier (gratuit) ;
- Le « **Pass PI** » pour inciter à la mise en place d'actions ciblées (soutien financier jusqu'à 5 000 €) ;
- Le « **Programme start-up** » (gratuit) avec des recommandations concrètes à chaque étape clé d'une durée maximale de 2 ans ;
- Des coaching sur mesure « **Master class PI\*** » pour se perfectionner à la stratégie ;
- Des recherches documentaires et de la « **cartographie des inventions\*** » brevetées pour analyser l'environnement technologique et concurrentiel ou identifier de potentiels partenaires ;
- Un dispositif d'accompagnement des projets collaboratifs et transferts public-privé de technologie « **Alliance PI** » ;
- Un **MOOC** « comprendre la propriété intellectuelle » proposant un parcours d'initiation à la propriété intellectuelle d'une durée de 8h (gratuit) ;
- Un appui à l'international par les **conseillers** de l'INPI placés dans les **Ambassades**.

Le présent partenariat s'inscrit dans la continuité des actions initiées, depuis trois ans, par les deux parties ; il ambitionne de structurer et d'amplifier la relation déjà existante, au service de la compétitivité de l'économie régionale.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

## ARTICLE 1<sup>er</sup> – OBJET

---

La présente convention a pour objet de déterminer un cadre collaboratif entre les deux parties et de définir des actions concrètes à mener dans les quatre ans à venir visant à mettre en place une offre de services à destination des créateurs d'entreprise et des TPE/PME et startups franciliennes bénéficiaires des aides régionales et à apporter plus généralement une expertise et un accompagnement en propriété industrielle à toutes les entreprises poussées et suivies par la région.

Elle vise également à inscrire dans la durée cette coopération nécessaire entre les Parties pour atteindre les objectifs des cadres stratégiques d'actions en matière de développement économique (SRDEII) et d'Enseignement Supérieur, de Recherche et d'Innovation



(SRESRI), du contrat d'objectif et de performance (COP) 2025-2029 de l'INPI et de traduire opérationnellement les orientations adoptées par la collectivité.

Ainsi, les thématiques couvertes par le présent partenariat sont :

- *En lien avec la défense de notre souveraineté industrielle, énergétique, numérique et alimentaire (Axe 1 du SRDEII 2022-2028 et axe 2 du COP INPI 2025-2029) ;*
- *En lien avec la volonté d'être leader dans les innovations stratégiques au service de la décarbonation et la digitalisation de l'industrie, de la santé, du climat... (Axe 4 du SRDEII 2022-2028 et axe 4 du COP INPI 2025-2029) ;*
- *En lien avec rester une région attractive pour les entreprises et les talents (Axe 5 du SRDEII 2022-2028) ;*
- *En lien avec la simplification, la modernisation et le renforcement de la coordination de l'action publique au bénéfice de l'Île-de-France, de ses territoires et de ses entreprises (axe 1 du COP INPI 2025-2029) ;*

Dans ce cadre, les Parties mobiliseront leurs moyens de manière synergique en vue d'accompagner efficacement les entreprises et les structures bénéficiaires. Les programmes évoqués se rapportent à des actions de service public ciblant :

- Le 1<sup>er</sup> incubateur implanté par la région Île-de-France au sein de ces locaux, dénommé LE PERQO, dont l'objectif est de faire émerger des projets à impact social et environnemental positif,
- Les créateurs et dirigeants d'entreprises accompagnés dans le cadre des Pass Entrepreneur#Leader,
- Les entreprises de toute taille (la priorité est donnée aux TPE et aux PME), et de tout secteur d'activité (la priorité est donnée aux secteurs industriels et agro-industriels, aux services à l'industrie, à l'artisanat, aux activités inscrites dans l'une des filières prioritaires de la Région),
- L'internationalisation des entreprises franciliennes.

De cette manière, la présente convention constitue ainsi un cadre stratégique d'actions au service duquel les deux Parties souhaitent engager un partenariat équilibré et ambitieux, favorisant autant que possible les complémentarités et les synergies opérationnelles entre les deux Parties.

## ARTICLE 2 – AXES DE PARTENARIAT

---

L'INPI et les équipes de la Région s'engagent dans un partenariat étroit au service de l'innovation des entreprises et de la recherche en Île-de-France sur plusieurs axes :

### Article 2.1 – Promotion de la propriété industrielle et des services de l'INPI

#### ■ Diffuser l'information en matière de propriété industrielle (PI)

Le rôle de l'INPI sera de transmettre à la Région les informations nécessaires pour alimenter d'une part la communication institutionnelle de la Région et d'autre part la newsletter du **RIDFE**, du **PERQO** et des **Pass Entrepreneur#Leader** en matière de propriété intellectuelle. Ces informations peuvent concerner notamment de la documentation, des évolutions réglementaires et législatives, des formations, des événements organisés par

l'INPI ou auxquels il participe, de l'actualité nationale ou internationale sur la propriété intellectuelle, le palmarès annuel des déposants de brevets.

Le rôle de la **Région** sera de relayer ces informations tout en restant décisionnaire de l'opportunité et du calendrier de sa diffusion.

■ **Promouvoir les services de l'INPI auprès des porteurs de projet et des opérateurs Entrepreneur#Leader, des entreprises du RIDFE et du PERQO**

Le rôle de l'INPI sera d'informer la Région et d'actualiser l'information sur les prestations proposées notamment sur les recherches d'antériorités, les cartographies de brevets, les Prédiagnostic et master class Propriété Industrielle.

Le rôle de la Région sera d'informer opportunément les acteurs franciliens de ces prestations et de les adresser à l'INPI via la délégation régionale Île-de-France de l'Institut.

Article 2.2 – Sensibilisation collective à la propriété industrielle

■ **Sensibiliser collectivement les entrepreneurs du Pass Entrepreneur#Leader et les entreprises du RIDFE à raison de deux à quatre sessions par an.**

Le rôle de l'INPI sera d'organiser le contenu de la session, si besoin en fonction du ou des secteurs d'activité des entreprises conviées ou d'une problématique ciblée (notamment protection des marques / signe distinctifs, brevets, dessins et modèles, en France, au niveau communautaire ou à l'international, tenue des cahiers de laboratoires, accords de coexistence, accords de consortium...), et de mettre à disposition un ou deux experts pour sa réalisation.

L'objectif étant de réaliser au moins deux présentations par an qui permettront de détecter pour l'INPI des entreprises intéressées par ses prestations, notamment la MCPI et la cartographie brevet.

Le rôle de la **Région** sera de communiquer pour réunir les entreprises, gérer les inscriptions et accueillir l'évènement en présentiel ou l'organiser en distanciel.

■ **Sensibiliser collectivement les entreprises et porteurs de projets du PERQO à chaque nouvelle promotion.**

Le rôle de l'INPI sera d'organiser le contenu d'une session, si besoin en fonction du ou des secteurs d'activité des entreprises conviées ou d'une problématique ciblée (notamment protection des marques / signe distinctifs, brevets, dessins et modèles, en France, au niveau communautaire ou à l'international, tenue des cahiers de laboratoires, accords de coexistence, accords de consortium...), et de mettre à disposition un ou deux experts pour sa réalisation.

L'objectif étant de réaliser des présentations à chaque nouvelle promotion du PERQO, qui permettront de détecter pour l'INPI des entreprises intéressées par ses prestations, notamment la MCPI et la cartographie brevet.

Le rôle de la **Région** sera de communiquer pour réunir les entreprises, gérer les inscriptions et accueillir l'évènement en présentiel ou l'organiser en distanciel.

Article 2.3 – Accompagnement individualisé : permanences d'experts

### ■ Permanences d'experts en PI aux entreprises du RIDFE et des entrepreneurs du Pass Entrepreneur#Leader

Ces permanences permettront d'organiser un rendez-vous individuel entre un représentant d'entreprise et un expert PI, d'une durée de 45 minutes dont les informations transmises par l'entreprise sont confidentielles, pour échanger sur des problématiques PI spécifiques à l'entreprise.

Le rôle de l'**INPI** sera de mettre à disposition 12 demi-journées par an un ou plusieurs experts PI (selon le volume des demandes des entreprises) pour tenir une permanence.

Le calendrier des permanences sera établi en accord avec les parties avec un délai de prévenance suffisant pour garantir la bonne tenue de l'évènement.

Le rôle de la **Région** sera de communiquer sur l'évènement, d'organiser de manière opérationnelle la permanence (prise de rendez-vous, accueil des participants dans ses locaux ou participation en distanciel) et de communiquer à l'INPI les informations nécessaires et légales pour le suivi de ses prestations (identité de la personne, entreprise, mail et numéro de téléphone).

### ■ Permanences d'experts en PI aux entreprises du PERQO

Ces permanences permettront d'organiser un rendez-vous individuel entre un représentant d'entreprise et un expert PI, d'une durée de 45 minutes dont les informations transmises par l'entreprise sont confidentielles, pour échanger sur des problématiques PI spécifiques à l'entreprise.

Le rôle de l'**INPI** sera de mettre à disposition un ou plusieurs experts PI (selon le volume des demandes des entreprises) pour tenir une permanence à chaque nouvelle promotion du PERQO en proposant la mise en place d'un diagnostic PI gratuit (Prédiagnostic ou empreinte PI).

Le calendrier des permanences sera établi en accord avec les parties avec un délai de prévenance suffisant pour garantir la bonne tenue de l'évènement.

Le rôle de la **Région** sera de communiquer sur l'évènement, d'organiser de manière opérationnelle la permanence (prise de rendez-vous, accueil des participants dans ses locaux ou participation en distanciel) et de communiquer à l'INPI les informations nécessaires et légales pour le suivi de ses prestations (identité de la personne, entreprise, mail et numéro de téléphone).

### Article 2.4 – Identification et promotion des indications géographiques pour les produits industriels et artisanaux

Les indications géographiques protégées pour les produits industriels et artisanaux (IGPIA) offrent une garantie sur la qualité, l'origine et l'authenticité d'un produit et peuvent constituer un moyen de préserver le patrimoine et valoriser les produits et les savoir-faire locaux. Elles participent également à la défense des produits locaux authentiques face à la concurrence déloyale et aux contrefaçons.

Le régime des IGPIA étant relativement récent, les Parties s'associent dans l'identification des produits locaux pouvant faire l'objet d'une IGPIA et dans la promotion du système des IGPIA auprès des acteurs des filières et des collectivités locales concernées.

Le rôle de la **Région** sera de se faire le relais de ces informations auprès des directions concernées.

#### Article 2.5 – Assistante technique aux utilisateurs du guichet unique des formalités d'entreprises

D'après le décret 2021-300 du 18 mars 2021 portant application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises et introduction de diverses mesures applicables aux formalités incombant aux entreprises, **l'INPI** offre une assistance technique gratuite aux déclarants accomplissant des formalités sur le guichet unique qu'il opère.

**L'INPI** mobilisera notamment l'ensemble de son équipe au sein de la délégation Île-de-France pour guider les créateurs et entrepreneurs dans l'utilisation de l'outil Guichet Unique en complément du service INPIDIRECT.

La **Région** diffusera l'information sur les services disponibles, mis en place par l'INPI, pour faciliter l'appropriation du Guichet Unique.

#### Article 2.6 – Actions communes

Intégration de **l'INPI** à des actions communes, actions avec d'autres acteurs publics pour permettre un accès centralisé à des expertises publiques.

**La région Île-de-France** pourra convier **l'INPI** à participer à ses événements et appels à projets dont la thématique porte sur l'entrepreneuriat, le développement économique des entreprises, l'innovation, la recherche et développement ou l'exportation. L'Institut pourra y participer en étant présent sur un espace dédié et/ou en tant qu'intervenant lorsque les Parties en identifieront l'intérêt. **L'INPI** présentera les enjeux de la propriété industrielle et l'accompagnement proposé aux entreprises.

Dans le cadre de ces événements, **l'INPI** sensibilisera et répondra aux entreprises sur les démarches préalables de protection de leurs produits et innovations.

Il est entendu entre les Parties que **l'INPI** décidera, avec l'accord des équipes de la région Île-de-France, les événements auxquels il souhaite participer et sur lesquels il pourra apporter son expertise par l'intermédiaire de son réseau national et international.

#### Article 2.7 – Communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité des actions de la région Île-de-France et de l'INPI, les parties s'engagent à faire apparaître leurs contributions respectives pour toutes les actions communes liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce partenariat prend la forme au minimum de l'apposition du logo de l'autre partie conformément à sa charte graphique.

Les parties communiqueront sur leur partenariat par un communiqué commun et validé des parties.

#### ARTICLE 3 – MODALITES DE SUIVI ET DE MISE EN ŒUVRE (INDICATEURS)

---

Un comité de suivi de cette convention se tiendra une fois par an.

Les indicateurs suivants permettront aux parties d'assurer le suivi des actions listées dans le cadre de la présente convention :

Par an :

- Le nombre de sensibilisations réalisées par l'INPI à destination des différents programmes et structures d'accompagnements de la Région ;
- Le nombre d'entreprises accompagnées par l'INPI ;
- Le nombre de prestations de la gamme Coaching réalisées ;
- Le nombre d'Evénements auxquels la région a fait participer l'INPI dans le cadre de ce partenariat.

#### ARTICLE 4 – DUREE

---

La présente convention entre vigueur à la date de sa signature par les deux parties. Elle est conclue pour une durée de 48 mois et est renouvelable par tacite reconduction.

La signature de la présente convention met automatiquement un terme au partenariat précédent signé le (date absente sur le contrat précédent signé). Les actions entamées dans le cadre du partenariat précédent seront poursuivies jusqu'à leur terme.

#### ARTICLE 5 – STIPULATIONS DIVERSES

---

##### Article 5.1 – Modification de la convention

Les parties apporteront tout leur soin à la bonne application des présentes. Les aménagements rendus nécessaires par la survenance d'aléas seront convenus entre les parties par voie d'avenant.

##### Article 5.2 – Résiliation de la convention

La convention peut être dénoncée avant le terme contractuel par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

#### ARTICLE 6 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES PARTIES

---

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de leurs contributions respectives dans les délais impartis.

Les Parties s'engagent à respecter les droits des tiers, notamment les droits de propriété intellectuelle.

La convention n'engendre aucun lien de subordination, ne confère aucun mandat et ne crée aucune société commune ou association en participation entre les parties.

Chaque partie est indépendante, agit en son nom propre et sous sa seule responsabilité. A ce titre, chaque partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages causés aux tiers de son fait.

#### ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

---

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la **Région** et l'**INPI** sont qualifiés de **Responsables de traitement « conjoints »**. Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du Traitement de Données à caractère personnel.

Le présent article a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre de l'exécution de la présente convention et de définir les responsabilités respectives concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Il est toutefois précisé que la Région et l'INPI demeurent chacun responsable de leur propre Traitement de données, étant qualifiés ainsi comme agissant en tant que responsables disjoints des Traitements mis en œuvre :

- en dehors du dispositif visant à apporter une expertise et un accompagnement en propriété industrielle à toutes les entreprises et porteurs de projets poussés et suivis par la Région ;
- et pour les finalités propres à chacune des Parties.

#### Article 7.1 - Obligations respectives des responsables conjoints

##### **7.1.1 Finalités du traitement**

La Région et l'INPI déterminent ensemble les finalités principales du Traitement relative à la gestion de la politique régionale d'aide aux entreprises, à savoir :

- ☞ L'accompagnement en propriété industrielle de toutes les entreprises poussées et suivies par la Région. Cet accompagnement consistera à proposer à ces entreprises deux formats de prestations :
  - Des sessions collectives de sensibilisation à la PI ;
  - Des rendez-vous individuels et confidentiels avec un agent de l'INPI, expert en PI, autrement appelés « permanences d'experts ».
- ☞ La gestion des outils de partage d'information sur le territoire francilien, et toute information utiles et nécessaires au déploiement du dispositif.
- ☞ La gestion des partenariats et le pilotage.
- ☞ La communication institutionnelle.
- ☞ La réalisation d'enquêtes et statistiques.

Le Traitement réalisé par les Parties dans le cadre de la présente convention est exécuté exclusivement dans le cadre des finalités déterminées conjointement par les Parties.

##### **7.1.2 Moyens du traitement**

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par la présente convention.

La Région et l'INPI définissent conjointement les moyens du traitement :

- Collecte des inscriptions aux sessions de sensibilisation et aux rendez-vous individuels, sous forme de fichier Excel, via la plateforme Smart Région et par mail.
- Echanges par mail et par téléphone avec les inscrits sur les modalités pratiques pour le bon déroulement de l'évènement, en présentiel ou en distanciel.
- Transmission par la Région à l'INPI du fichier Excel comportant la liste des inscrits pour :
  - o Une meilleure connaissance de son auditoire et l'adaptation du contenu des sessions de sensibilisation (selon les domaines d'intérêt relatifs à la PI et les secteurs d'activité des entreprises),
  - o La préparation des rendez-vous individuels avec les experts,
  - o Le suivi de l'activité (nombre d'interventions, nombre d'inscrits à chaque évènement, secteur d'activités, domaines d'intérêts relatifs à la PI).

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

### **7.1.3 Données traitées**

#### **📁 Données courantes**

- ☐ Etat civil, identité, données d'identification, images
- ☐ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)
- ☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscal, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)
- ☐ Autres, préciser : fonction, adresse mail, numéro de téléphone, domaines d'intérêt relatifs à la propriété intellectuelle se limitant à le ou les outils de PI que l'entreprise pourrait utiliser : brevet d'invention, certificat d'utilité, topographie des semi-conducteurs, certificat d'obtention végétale, marque, dénomination sociale, nom commercial, enseigne, noms de domaine, Appellation d'origine, indications de provenance, dessin et modèle, droits d'auteurs, contrats (notamment de cession de droits, de licence, de coexistence, de collaboration, consortium), cahier de laboratoires, enveloppe Soleau

#### **📁 Données sensibles ou à caractère hautement personnel**

- ☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique
- ☐ Données révélant des opinions politiques
- ☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
- ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
- ☐ Données génétiques
- ☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
- ☐ Données concernant la santé
- ☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
- ☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
- ☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

### **7.1.4 Catégories de personnes concernées**

- ☐ Agents régionaux
- ☐ Mineurs
- ☐ Particuliers
- ☐ Autres, préciser : Personnes morales et leurs représentants susceptibles d'être intéressés par la propriété industrielle, porteurs de projets.

### **7.1.5 Opérations de traitement et usages**

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- ☐ Collecte de données
- ☐ Enregistrement de données

- ☐ Organisation de données
  - ☐ Structuration de données
  - ☐ Conservation de données
  - ☐ Adaptation ou modification de données
  - ☐ Extraction de données
  - ☐ Consultation de données
  - ☐ Utilisation de données
  - ☐ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
  - ☐ Rapprochement de données
  - ☐ Interconnexion de données
  - ☐ Limitation de données
  - ☐ Effacement de données
  - ☐ Destruction de données
- Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

## **7.2 Respect des obligations légales**

### **7.2.1 Durée de conservation**

Les Parties conservent les Données à caractère personnel qu'elles collectent uniquement pendant la durée nécessaire aux finalités du Traitement et en accord avec la législation applicable.

Les Données collectées par les Parties seront, ainsi, conservées pour la durée nécessaire à l'accomplissement des finalités décrites ci-dessus, augmentée du délai de la prescription légale.

Chacune des Parties s'assure du respect des durées de conservation des données pour les fichiers qu'elle enregistre et conserve au titre de la présente convention.

Concernant les finalités de sensibilisation collective à la PI et d'accompagnement individualisé (permanences d'experts), la durée de conservation des données collectées par la Région et transmises à l'INPI, est de 3 ans après le dernier contact avec la personne.

### **7.2.2 Information des personnes concernées**

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des Personnes concernées sont mises en œuvre par la Région et l'INPI.

Chacune des Parties s'engage à informer les Personnes concernées du Traitement mis en œuvre.

Les informations visées aux articles 13 et 14 du RGPD sont délivrées de la manière suivante :

- Supports d'inscription des participants, utilisés par la Région dans le cadre des licences Microsoft 365 professionnel.

L'INPI se charge de l'intégration des informations visées aux articles 13 et 14 du RGPD au sein :

- Du support d'entretien ;
- De la feuille d'émargement lors de la réalisation des différents rendez-vous d'accompagnement.

Les Parties s'assurent que la Politique de gestion des données personnelles informe les Personnes concernées des grandes lignes de la présente clause de responsabilité conjointe, à savoir :

- L'identité des Responsables de Traitement conjoints ;
- Les finalités et moyens des Traitements ;
- Les Données traitées ;
- Le rôle et les obligations de chaque Responsable ;



- Le point de contact pour les Personnes concernées.

### **7.2.3 Exercice des droits**

Les demandes de droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité des Données personnelles ainsi que les demandes de droits à la limitation du Traitement, d'opposition et de retrait du consentement au Traitement conjoint objet de la présente convention transmises au Responsable Conjoint par les Personnes concernées sont traitées par le délégué à la protection des données de la région Île-de-France en sa qualité de point de contact.

Par conséquent, chaque Partie s'engage à communiquer en temps utile au délégué à la protection des données de la région Île-de-France toute demande d'exercice de droit reçue de la part d'une Personne concernée ainsi que tout élément utile permettant à ce dernier de répondre aux demandes des Personnes concernées et d'assurer la pleine effectivité de leurs droits.

### **7.2.4 Analyse d'impact sur la protection des données**

Dans l'hypothèse où les opérations de Traitement conjoint objet de la présente clause seraient susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques et qu'une analyse d'impact sur la protection des données serait donc nécessaire conformément à l'article 35 du RGPD, les Parties collaboreront de manière étroite pour réaliser cette analyse d'impact et s'échangeront toutes les informations nécessaires à sa bonne réalisation selon le calendrier convenu.

## **7.3 Mesures de sécurité**

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par la Région et l'INPI.

La Région et l'INPI sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

La Région et l'INPI ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région et l'INPI qui notifieront les changements à l'autre Partie par tout moyen qu'ils estiment approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

## **7.4 Coopération avec les autorités de contrôle**

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

## **7.5 Registre des activités de traitement**

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

#### 7.6 Violation de sécurité

La Région et l'INPI sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

La Région et l'INPI ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

La Région et l'INPI mettent en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par l'autre Partie.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

#### 7.7 Point de contact

Le délégué à la protection des données de la Région est désigné comme le point de contact pour les Personnes concernées. A ce titre il sera l'interlocuteur principal des Personnes concernées.

Le délégué à la protection des données de la Région assurera la gestion et la réponse aux demandes d'exercice de droits qui lui sont adressées directement ainsi que celles qui lui sont transmises par le Responsable Conjoint.

Dans une optique de coopération, le Responsable Conjoint s'engage à transmettre sans délai au délégué à la protection des données de la Région toute demande d'exercice des droits d'une personne concernée.

Le délégué à la protection des données de la Région peut être contacté par courrier électronique à l'adresse [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr) ou à l'adresse postale suivante : Région Île-de-France, Pôle Juridique Achats Données, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen.

#### 7.8 Collaboration

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

#### 7.9 Garanties

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

#### 7.10 Sous-traitance

Les Parties conviennent de ne pas faire appel à des sous-traitants pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat.

### ARTICLE 8 – LITIGES

---

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur la mise en œuvre et l'interprétation de la présente convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable. A cet effet, les représentants des Parties au comité de pilotage se réuniront dans un délai de 15 jours.

Si aucun accord n'est trouvé, le différend sera soumis à la médiation de la présidente du conseil régional (ou de leurs représentants respectifs) et du Directeur Général de l'INPI (ou de leurs représentants respectifs) dans le mois suivant le constat de l'absence d'accord. Les Parties s'interdisent d'introduire toute action en justice pendant cette période de conciliation. En tant que de besoin, le litige sera réglé en dernier ressort par les juridictions françaises compétentes.

Fait à SAINT-OUEN, le  
en deux exemplaires originaux

Pour la région Île-de-France,  
La Présidente,

Pour l'INPI,  
Le Directeur Général,

Valérie Péresse

Pascal Faure

## **Annexe 6 : Fiche projet Créatrices d'Avenir**

**DOSSIER N° 25003207 - INITIATIVE ILE DE FRANCE - Soutien au Programme d'accompagnement des femmes entrepreneures « Créatrices d'Avenir-2025**

**Dispositif** : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

**Délibération Cadre** : CR2017-141 du 06/07/2017

**Imputation budgétaire** : 936-61-6281-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	170 000,00 € TTC	17,65 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : INITIATIVE ILE DE FRANCE  
Adresse administrative : 36 RUE DES PETITS CHAMPS  
75002 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Francine SAVIDAN, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Error! Unknown op code for conditional.**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Frais avancés liés à l'organisation et au lancement de l'action 'Créatrices d'Avenir' 2025

**Description :**

L'association Initiative Ile-de-France a pour objet de coordonner les associations de financement de son réseau en Ile-de-France. Elle joue également un rôle aux côtés de France active Ile-de-France de coordination du dispositif régional "Entrepreneur # Leader".

Créatrices d'Avenir répond aux ambitions du programme régional entrepreneuriat de développer l'entrepreneuriat des femmes en Ile-de-France pour atteindre la parité : 50% de femmes et 50% d'hommes accompagnés et financés dans leur projet entrepreneurial.

Créatrices d'Avenir se concrétise par un concours régional, ouvert à toutes les entrepreneuses franciliennes, soutenues par toutes les structures et réseaux d'accompagnement, ou non, porteuses de valeurs, d'idées et d'envies et qui sont les premières ambassadrices (rôles-modèles) de l'entrepreneuriat des femmes.

Le concours cible les créatrices d'entreprise s'inscrivant dans l'une des 7 catégories suivantes :

- Artisanat : femme ayant créé ou repris une entreprise dont l'activité relève de l'artisanat
- Engagement écologique et sociétal : femme ayant créé ou repris une entreprise dont l'activité contribue à une économie responsable qui veille à l'équilibre entre performance économique et impacts environnementaux, sociaux et sociétaux
- Impact territorial : femme ayant créé ou repris une entreprise dont l'activité a un impact social et/ou économique significatif sur la vie locale et sur le territoire (commerce ou service créateur de lien social, entreprise créatrice d'emplois directs et/ou indirects sur le territoire...)
- Innovation : femme ayant créé ou repris une entreprise dont l'activité présente une innovation de produits (biens ou services) ou de procédés (production, méthode de développement, logistique, distribution, marketing...)
- Mixité des métiers : femme ayant créé ou repris une entreprise qui participe à la féminisation d'un secteur d'activité marqué par une sous-représentation des femmes (nouvelles technologies, numérique, industrie, BTP, sécurité, transport, agriculture...)
- Pépite des quartiers : femme issue ou habitante d'un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) ayant créé ou repris une activité
- Grand Prix « Créatrices d'Avenir 2025 » : Récompense une femme pour son parcours, son professionnalisme, sa vision stratégique, la pertinence et fiabilité économique de son projet entrepreneurial et sa capacité à assurer un discours sur la promotion de l'entrepreneuriat des femmes

En 2025, le concours tend à renforcer la dynamique entrepreneuriale des femmes dans les territoires, à animer la communauté des créatrices et à développer de nouveaux partenariats.

Depuis 2011, 5 000 femmes entrepreneuses ont candidaté à « Créatrices d'Avenir », 400 finalistes ont été sélectionnées et 89 lauréates récompensées.

La Région a soutenu le programme en 2024. Le bilan de l'opération en 2024 est favorable puisqu'il a permis de sensibiliser 1000 femmes, 8 jurys départementaux ont été réunis avec 1 jury final de sélection ; ce qui a permis l'interconnexion entre 150 experts de l'écosystème entrepreneurial francilien. Le programme a reçu 830 candidatures, 80 créatrices ont été nominées. Parmi les 15 finalistes, 6 ont été lauréates. Les dotations octroyées aux lauréates se sont élevées à 60 000 €.

Enfin en 2025, le concours a été lancé le 1er juin et le jury final se tiendra début décembre avec un évènement de networking créatrices.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### **Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation, logistique	15 000,00	8,82%
Communication	30 000,00	17,65%
Cérémonie	20 000,00	11,76%
Dotations financières lauréates régionales	30 000,00	17,65%
Ressources humaines	65 000,00	38,24%
Coûts indirects	10 000,00	5,88%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSE	30 000,00	17,65%
Région Île-de-France	30 000,00	17,65%
Prefecture DRDFE	30 000,00	17,65%
BPI France	10 000,00	5,88%
Crédit Agricole IDF	20 000,00	11,76%
Fondation MMA	20 000,00	11,76%
Banque Neuflyze OBC	10 000,00	5,88%
Autres	20 000,00	11,76%
Total	170 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

## **Annexe 7 : Convention Créatrices d'avenir 2025**



# **Convention entre la région Île-de-France et l'association Initiative Ile-de-France Programme d'accompagnement des femmes entrepreneures « Créatrices d'avenir » 2025**

## **La région Île-de-France**

dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,  
représentée par sa présidente, Madame Valérie Péresse,  
En vertu de la délibération n° CP2025-222 du 25 septembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

**L'association INITIATIVE ILE DE FRANCE**,  
association de prêts d'honneur affiliée au réseau France Initiative,  
représentée par, Francine SAVIDAN, Présidente  
Sise,  
Ci-après dénommée l'association de prêts d'honneur,  
N° de SIRET :

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- la stratégie de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) « IMPACT 2028 » adoptée le 19 mai 2022 prévoit la poursuite de l'accompagnement à l'entrepreneuriat en Île-de-France.
- Que les associations de prêts d'honneur affiliées à France Initiative Réseau ont pour objet d'assister les créateurs et repreneurs d'entreprises n'ayant pas accès à l'emprunt bancaire, par l'octroi de prêts d'honneur sans intérêt et sans garantie et l'accompagnement de ces projets ;
- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022

**CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, la région Île-de-France reconnaît qu'Initiative Île-de-France a pour rôle de coordonner les 8 plateformes de financement en prêts d'honneurs réparties sur l'Île-de-France. Elle propose un programme d'accompagnement des femmes entrepreneures « créatrices d'avenir ». Ce programme consiste à appuyer les créatrices d'entreprises lors des premières années de démarrage de leur activité à travers une expertise de leur projet, une mise en réseau et un financement pour certaines d'entre elles.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 17,65 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 170 000 €, soit un montant maximum de subvention de 30 000 €. Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

## **ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION :**

### **ARTICLE 2.1 Obligations administratives et comptables :**

- 🌐 Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert-comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes.
- 🌐 Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- 🌐 Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.
- 🌐 Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- 🌐 Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements mentionnés dans l'article 3 « modalités de versement de la subvention en fonctionnement » de la présente convention.
- 🌐 Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'expiration de la convention ;
- 🌐 Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifié, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert-comptable ;
  - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé pour la partie variable de subvention de fonctionnement et pour la subvention relative à l'accompagnement à la création des entrepreneures dans le cadre du programme « Créatrices d'Avenir ».
  - le compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité des subventions reçues au titre de la présente convention ;

### **ARTICLE 2.2 Obligations en termes d'aides d'Etat :**

Pour l'accompagnement dans le programme des femmes entrepreneures « créatrices d'avenir », ces soutiens financiers sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Le bénéficiaire « Initiative Île-de-France » est chargé de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la présente convention sur les bénéficiaires finaux (les femmes ayant un projet de création/reprise d'entreprises) sous forme d'accompagnement à la création d'entreprises. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par le bénéficiaire final.

Initiative Île-de-France est chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat notamment le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis auprès de chaque bénéficiaire final. L'association devra ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.

Initiative Île-de-France s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. Initiative Île-de-France devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée à qu'Initiative Île-de-France a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, Initiative Île-de-France se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la réglementation européenne relative aux aides d'Etat, Initiative Île-de-France transmet annuellement à la Région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée en termes d'accompagnement, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

Initiative Île-de-France conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide en termes d'accompagnement aux bénéficiaires finaux.

### **ARTICLE 2.3: Obligation relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 2.4: Obligations en matière de communication**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### **Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional**

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

### Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

### Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

### Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

### **ARTICLE 2.5 : Obligations relatives a l'obligation d'offre de stage(s) ou d'alternance(s)**

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois

sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **ARTICLE 2.6 : Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

## **ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EN FONCTIONNEMENT**

### **Article 3.1 Caducité**

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un appel de fonds, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

### **Article 3.2 Modalités de versement :**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### **Article 3.2.1: versement d'avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 80% du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement

à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

### **Article 3.2.2 : versement d'acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention

### **Article 3.2.3 : versement du solde**

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- ☛ un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- ☛ un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- ☛ un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **Article 3.3 : révision du montant subventionné**

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire

indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

#### **Article 3.4 : éligibilité des dépenses subventionnables**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 01/01/2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 25 septembre 2025. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 – RESILIATION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;

- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025.

Pour la partie « organisme » :

Pour la partie Région :

Fait  
à  
le

Fait Saint Ouen-sur-Seine, le

Pour Initiative Île-de-France

Pour la présidente  
de la région Île-de-France,



Francine SAVIDAN

Valérie Pécresse

## **Annexe 8 : Fiche projet Femmes des Territoires**

**DOSSIER N° 25003256 - Femmes des Territoires - Subvention de fonctionnement 2025**

**Dispositif** : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)  
(n° 00001056)

**Délibération Cadre** : CR2017-141 du 06/07/2017

**Imputation budgétaire** : 936-61-65742-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	115 000,00 € TTC	26,09 %	30 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEMMES DES TERRITOIRES  
Adresse administrative : 32 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE  
75010 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Marie ELOY, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 novembre 2025 - 31 octobre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Femmes des Territoires est un réseau d'entraide physique et digital, destiné à favoriser l'entrepreneuriat des femmes pour toutes les femmes isolées porteuses d'un projet de création d'entreprise ou ayant une entreprise en démarrage.

Le réseau donne accès à la fois à une plateforme numérique sur laquelle elles peuvent échanger entre pairs pour monter en compétences et accéder à un réseau local de proximité (à 30 minutes de leur lieu de vie) animé par une coordinatrice qui propose chaque mois des rencontres et des ateliers.

Via ces rencontres physiques et digitales, Femmes des Territoires permet aux adhérentes de s'entraider, partager des compétences, s'identifier les unes aux autres, en l'absence forte de rôles modèles au quotidien, et de gagner en légitimité et en expertise, avec deux objectifs : la création d'entreprises solides et la mixité économique.

Au-delà des ateliers, l'association met également en lien les entrepreneures avec les réseaux de la création d'entreprise pour que ces entreprises créées soient viables et aient un impact sur leur territoire.

La présente subvention vise à participer au financement du déploiement du réseau en Île de France et d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, qui prévoient l'organisation d'une centaine d'évènements pour près de 1700 participant(e)s. L'activité de Femmes des Territoires » est en adéquation avec le plan d'action présenté le 30 mars 2023 lors des assises de l'entrepreneuriat des femmes.

Ainsi, l'action répond aux axes suivants :

- Axe 1 « ouvrir le champ des possibles : agir sur les croyances limitantes »
- Axe 2 « mieux former pour mieux accompagner les femmes dans leurs parcours d'entrepreneures »

Pour assurer sa présence au plus proche des territoires, l'association Femmes des Territoires s'est transformée en fédération tête de réseau en 2022. La première association régionale de la fédération créée en 2023 est celle de la Région Île-de-France.

Il existe aujourd'hui 19 antennes en Île-de-France. Il est prévu qu'elles accueillent 750 adhérentes en 2025 et 825 en 2026.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et fournitures	1 500,00	1,30%
Locations immobilières	3 000,00	2,61%
Prestataires externes	11 500,00	10,00%
Frais de personnel	72 500,00	63,04%
Frais de communication	11 000,00	9,57%
Charges indirectes	15 500,00	13,48%
Total	115 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	10 000,00	8,70%
Région Île-de-France	30 000,00	26,09%
Autres financements publics	3 000,00	2,61%
Adhésions membres	20 000,00	17,39%
Quote part des financements publics-privés nationaux	52 000,00	45,22%
Total	115 000,00	100,00%

## **Annexe 9 : Convention Femmes des Territoires 2025**

**CONVENTION N°25003256  
RELATIVE AU SOUTIEN A FEMMES DES TERRITOIRES**

Entre

**La Région Île-de-France**

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine,  
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
en vertu de la délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

**FEMME DES TERRITOIRES**

Association

SIRET n° 852 045 251

dont le siège social est situé au 32, rue du Faubourg Poissonnière 75010 PARIS  
ayant pour représentant, Madame Marie ELOY, Présidente  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

Après avoir rappelé que :

- L'aide est attribuée sur la base du règlement d'intervention approuvée par délibération CR 2017-141 du 7 juillet 2017 « politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME.
- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'association Femmes des Territoires pour son action en faveur de l'entrepreneuriat des femmes menées sur le territoire de l'Île-de-France.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 26,09 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 364 223 €, soit un montant maximum de subvention de 115 000 €. Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

**ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

**ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées.

#### ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

#### ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

*Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage également à communiquer sur l'aide aux entrepreneuses proposée par la Région Île-de-France, en la mentionnant sur son site internet ainsi qu'en disposant des flyers dans ses locaux.

*Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

*Visibilité provisoire et pérenne :*

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

*Justificatifs de visibilité*

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

*Organisation d'un temps protocolaire*

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

*Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.*

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique



aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

## **ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### **ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### **ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul du montant des avances à verser est limité à 80 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de

remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

#### ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde **de la subvention est effectué sur présentation :**

- une demande de versement de subvention (DVS) **signée par le représentant légal du BÉNÉFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,**
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées **au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.**
- **un compte rendu d'exécution** qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

#### ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

#### ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2025.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 25 septembre 2025. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

Le

**La présidente de  
Femmes des Territoires**

**La présidente du  
conseil régional d'Île-de-France  
ou son représentant**

**Mme Marie ELOY**

**Mme Valérie PÉCRESSE**

## **Annexe 10 : Fiche Projet Envi**

**DOSSIER N° 25003275 - Subvention Envi 2025 - IA pour Elles**

**Dispositif** : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

**Délibération Cadre** : CR2017-141 du 06/07/2017

**Imputation budgétaire** : 936-61-65742-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	60 000,00 € TTC	50,00 %	30 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ENVI

Adresse administrative : 37 AVENUE BOSQUET  
75007 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame Catherine BARBA, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Envi est un organisme de formation certifié Qualiopi créé en 2022 par l'entrepreneure Catherine Barba avec Carine Malausséna et Charlotte de Charentenay. Soutenir l'emploi au féminin est inscrit dans l'ADN de ses fondatrices depuis toujours.

Société à mission francilienne centrée sur l'emploi et les femmes, Envi œuvre pour leur émancipation économique en les aidant à devenir des entrepreneures individuelles durablement rentables et bien entourées.

Les programmes qualifiants développés par Envi visent à favoriser l'entrée des femmes dans l'emploi par la création d'entreprise. 70% des projets accompagnés par Envi sont aujourd'hui portés par des femmes.

A l'école Envi, les futures entrepreneures apprennent à :

- Evaluer leurs forces et gagner en confiance : une méthodologie exclusive pour identifier ses prédispositions à la création d'entreprise, ses atouts de future indépendante.

- Devenir le plus rapidement rentables : des formations qualifiantes qui apprennent à créer et faire décoller son activité, avec un programme centré sur l'utilisation de l'IA

- Plus jamais seules : Envi est une communauté solidaire qui accompagne ses membres avant, pendant et après la création de leur entreprise. La communauté Envi est portée par des milliers d'entrepreneurs chevronnés, femmes et hommes désireux de s'engager

"IA pour Elles" est un parcours de formation et d'accompagnement hybride (présentiel et distanciel), destiné à 100 femmes franciliennes en situation de recherche d'emploi, souhaitant créer leur propre activité indépendante.

Ce programme vise à leur transmettre les compétences essentielles à l'utilisation des outils d'intelligence artificielle dans un objectif d'émancipation économique durable, de retour à l'emploi et d'autonomisation entrepreneuriale.

Objectifs :

- Permettre à 100 femmes franciliennes peu à l'aise avec les outils numériques d'acquérir les bases concrètes de l'IA pour structurer, vendre et lancer leur activité indépendante.
- Mise à disposition des 100 coachings Confiance et Energie de Catherine Barba.
- Organisation du Grand Prix des indépendants à Paris pour leur donner une visibilité. Les mettre à l'honneur, en compagnie de centaines d'autres femmes entrepreneures de la région, sera un accélérateur de confiance pour réussir leur projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

La Région apporte son soutien financier à ce projet à hauteur de 30 000 €.

Ainsi, la Région participe au financement du programme "IA pour Elles" pour le suivi des 100 porteuses de projet ainsi qu'au rayonnement du dispositif (cérémonie et communication).

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	16 800,00	28,00%
Communication	21 200,00	35,33%
Suivi et animation des 100 femmes prises en charge	16 000,00	26,67%
Evenementiel	6 000,00	10,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	50,00%
Fonds propres	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise



## **Annexe 11 : Convention Envi 2025**

**CONVENTION N° 25003275  
SUBVENTION ENVI 2025 - IA POUR ELLES  
ENVI**

Entre

**La Région Île-de-France**

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine,  
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
en vertu de la délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

**ENVI**

**SAS**

SIRET n° 90052479400022

dont le siège social est situé au 37 avenue Bosquet, 75007, Paris  
ayant pour représentant, Madame Catherine Barba Chiaramonti , Présidente  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

Après avoir rappelé que :

- L'aide est attribuée sur la base du règlement d'intervention approuvée par délibération CR 2017-141 du 7 juillet 2017 « politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME.
- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP2025-222 du 25 septembre 2025, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'entreprise ENVI pour son action en faveur de la création d'entreprise des femmes menée sur le territoire de l'Île-de-France.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 60 000 €, soit un montant maximum de subvention de 30 000 €. Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

**ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

**ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées.

#### ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informers la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservers pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

#### ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage également à communiquer sur l'aide aux entrepreneuses proposée par la Région Île-de-France, en la mentionnant sur son site internet ainsi qu'en disposant des flyers dans ses locaux.

#### *Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### *Visibilité provisoire et pérenne :*

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### *Justificatifs de visibilité*

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### *Organisation d'un temps protocolaire*

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### *Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.*

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique

aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

#### ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX AIDES D'ETAT

Le bénéficiaire applique la réglementation suivante dans le cadre de l'opération.

Le bénéficiaire est chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat, notamment le règlement de minimis (UE) 2023/2831 du 13 décembre 2023.

Le bénéficiaire s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

#### ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

### ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le cumul du montant des avances à verser est limité à 80 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

### ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde **de la subvention est effectué sur présentation :**

- une demande de versement de subvention (DVS) **signée par le représentant légal du BÉNÉFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,**
- un tableau récapitulatif contenant la liste nominative des personnes ayant bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de ce programme.
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées **au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.**
- **un compte rendu d'exécution** qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

**Toute demande de solde est ferme et définitive.** La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

#### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

#### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 25 septembre 2025. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2025-222 du 25 septembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

Le

**La présidente d'ENVI**

**La présidente du  
conseil régional d'Île-de-France  
ou son représentant**

**Mme Catherine CHIARAMONTI**

**Mme Valérie PÉCRESSE**



## **Annexe 12 : Fiche projet Cité de la Gastronomie**

**DOSSIER N° 25003366 - FINANCEMENT DES TRAVAUX DU BÂTIMENT DE LA CITE DE LA GASTRONOMIE**

**Dispositif** : Subvention spécifique relance, attractivité, développement économique et innovation (investissement) (n° 00001164)

**Imputation budgétaire** : 906-632-204182-163002-400

Action : 16300202- Zones d'activités économiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique relance, attractivité, développement économique et innovation (investissement)	58 630 000,00 € HT	5,12 %	3 000 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		3 000 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE OUVERT DE LA CITE DE LA GASTRONOMIE PARIS-RUNGIS ET DE SON QUARTIER

Adresse administrative : SM O CITE GASTRO PARIS-RUNGIS QUARTI  
94626 RUNGIS CEDEX 1

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur BRUNO MARCILLAUD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 septembre 2025 - 31 décembre 2029

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Nouvel équipement situé à proximité immédiate du marché international de Rungis, la Cité de la gastronomie Paris-Rungis, fait partie avec Dijon, Tours et Lyon, des 4 projets de cités retenus par la Mission Française du Patrimoine et des Cultures Alimentaires, suite à l'inscription en 2010 du « repas gastronomique des français » au patrimoine immatériel de l'humanité par l'UNESCO. Cet équipement appelé à valoriser l'alimentation durable et le patrimoine gastronomique d'Île-de-France, se compose de deux parties, un bâtiment central et un programme immobilier annexe. L'ensemble comprend des halles gourmandes et marchandes, avec une forte représentation des produits franciliens, des espaces dédiés à la formation, à l'éducation et à la culture, une résidence étudiante, un hôtel et des parkings.

Le projet est porté par le Syndicat mixte de la Cité de la Gastronomie Paris Rungis, auquel la Région adhère depuis sa création en 2016 aux côtés du département du Val-de-Marne, de la Ville de Rungis, de la Métropole du Grand Paris, de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, de la Commune de Chevilly-Larue et de la Ville de Paris.

La Région Ile-de-France a participé en novembre 2022 à hauteur de 2M€ à l'acquisition du foncier d'assiette, sur un montant total de 11,7 M€ (délibération n° CP 2022-371)

Les travaux de construction du bâtiment central (cœur de la cité) doivent être lancés courant 2026. Le coût total des travaux s'élève à 58 M€. Il est proposé une participation de la Région à hauteur de 3 M€ sur la première tranche de travaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût de construction	31 752 000,00	54,16%
Aménagements Culture	12 600 000,00	21,49%
Aménagements Halle gourmande	3 686 000,00	6,29%
Espaces publics et divers	10 592 000,00	18,07%
Total	58 630 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département Val de Marne	6 000 000,00	10,23%
Metropole Grand Paris	6 000 000,00	10,23%
Etat	6 000 000,00	10,23%
Subvention Région (1ère phase)	3 000 000,00	5,12%
subvention Région (2ème phase - sous réserve de vote ultérieur)	3 000 000,00	5,12%
Ville de Rungis	1 000 000,00	1,71%
Fonds propres	33 630 000,00	57,36%
Total	58 630 000,00	100,00%

## **Annexe 13 : Convention SM Cité de la gastronomie**

**CONVENTION DE PARTENARIAT  
ENTRE  
LE SYNDICAT MIXTE DE LA CITE DE LA GASTRONOMIE PARIS-  
RUNGIS  
ET  
LA REGION ILE-DE-FRANCE  
SUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DU BÂTIMENT DE LA CITE DE  
LA GASTRONOMIE**

Entre les soussignés

**LE SYNDICAT DE LA CITE DE LA GASTRONOMIE PARIS-RUNGIS**, représenté par Monsieur Bruno MARCILLAUD, Président, agissant en vertu de la délibération n° 2023-15 du comité syndical du 23 juin 2023  
Ci-après dénommé le

Syndicat, D'une part

Et

**LE CONSEIL REGIONAL d'ÎLE-DE-FRANCE**, représenté par Madame Valérie PECRESSE, sa Présidente,

Habillée par la délibération CP 2025-222 du 25 septembre 2025,

Ci-après dénommé Le Conseil Régional d'Île-de-France ou la Région Île-de-

France, D'autre part

Ci-après collectivement désignés « **les parties** »,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION ET DELAIS DE REALISATION .....	4
ARTICLE 2 – ROLE ET ENGAGEMENT DES PARTIES .....	4
ARTICLE 3 – SUBVENTIONNEMENT PAR LE PARTENAIRE FINANCIER .....	5
ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT .....	5
ARTICLE 5 -RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION ET CLAUSE D'INTERESSEMENT .....	6
ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE .....	7
ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE EN MATIERE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	7
ARTICLE 8 – PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION .....	7
ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE .....	7
ARTICLE 10 – DISPOSITIONS GENERALES .....	8

## PREAMBULE

Le site de Paris-Rungis a été retenu par l'Etat en 2013 pour accueillir l'une des quatre cités de la gastronomie, avec Tours, Dijon et Lyon, programmées dans le cadre de la candidature à l'inscription au patrimoine mondial immatériel de l'Humanité du repas gastronomique des Français, portée par la mission présidée par Jean-Robert Pitte, conformément au cahier des charges de l'UNESCO.

Conçu par l'architecte Marc Mimram, le bâtiment de la Cité internationale de la gastronomie Paris-Rungis sera un lieu culturel et touristique ouvert à tous les publics, entièrement dédié aux savoirs culinaires français de toutes les régions et aux arts qui les accompagnent, ainsi qu'aux gastronomies du monde entier. Cet équipement, centre d'un véritable quartier de la gastronomie animé de 7 hectares valorisera l'alimentation durable et la gastronomie responsable autour de la pratique sociale et festive du repas. La Cité de la gastronomie est un lieu de rencontres et d'échanges pour les habitants et les touristes en quête de savoirs et d'expériences partagés. Formateurs et professionnels pourront y débattre des enjeux de société autour de la production et de l'alimentation de demain, des nouvelles pratiques sociales ou encore des évolutions des métiers et du lien entre bien-manger, bien-être et santé. Le quartier de la Cité sera un pôle de ressources pour le monde de l'éducation, notamment en ce qui concerne l'éducation artistique et culturelle, de la recherche et le milieu professionnel.

Sur 8000m<sup>2</sup>, le bâtiment de la Cité offrira notamment des espaces culturels, des espaces événementiels avec un roof top, ainsi que de restauration dans une halle gourmande et marchande. Autour de lui, son quartier proposera notamment des espaces de formation adaptés au grand public comme aux jeunes en formation et aux professionnels, des espaces d'activités et de rencontres (bureaux, coworking, restaurants, espaces de congrès et séminaires, deux hôtels, ainsi qu'un peu plus de 700 logements pour les étudiants et les jeunes actifs, dans le respect du règlement d'urbanisme, et pour un programme immobilier global compris entre 30 000 et 40 000 m<sup>2</sup> complété d'une offre de stationnement suffisante pour les visiteurs de la Cité et les actifs et résidents du quartier. Des espaces extérieurs de la Cité, ludiques et accueillants, favoriseront la promenade et la déambulation régulière, la pratique « en voisins » de la Cité, la découverte du cycle de vie « de la terre à l'assiette » et la dimension conviviale du repas des français, de manière festive.

La Cité internationale de la gastronomie et son quartier formeront un nouveau pôle structurant pour toute la Région Ile France. En lien avec eux se créera un parcours de la gastronomie en Ile-de-France réunissant des lieux de production, comme le vignoble de Seine-et-Marne, des lieux de patrimoine et de gastronomie, comme l'auberge des impressionnistes à Chatou, des lieux prestigieux comme l'hôtel de la Marine, des lieux modestes comme les fermes anciennes, les fabriques, les marchés traditionnels dont est si riche le territoire francilien.

Le site est lui-même particulièrement bien relié, puisqu'il est directement desservi par la ligne 14, qui le rend accessible aussi bien de Saint-Ouen que de l'aéroport d'Orly et du centre de Paris. Il est également desservi par la ligne 7 du tramway, qui part du terminus de la ligne 7 du métro, Villejuif-Louis Aragon.

Convaincues de l'importance stratégique d'un tel projet et de son effet levier sur le développement du territoire Val-de-Marnais et francilien, les collectivités ont fait le choix d'unir leurs forces, toutes sensibilités politiques confondues, pour réfléchir au sens d'un tel équipement sur le territoire national et travailler à sa mise en œuvre.

Ainsi, les collectivités territoriales porteuses du projet : le Département du Val-de-Marne, la Ville de Paris, les communes de Chevilly-Larue, Thiais et Rungis, l'établissement public territorial Grand-Orly Seine-Bièvre, la métropole du Grand Paris et la Région Ile-de-France, se sont réunies depuis mai 2016 en formant un syndicat mixte chargé de « mener les études nécessaires, puis de conduire le projet partagé de la Cité de la gastronomie et de son quartier ».

Sans appartenir au syndicat, l'Etat, à travers la préfecture de région et la préfecture du Val-de-Marne, apporte son soutien constant au projet, y compris sur le plan financier.

Par délibération du 2 mai 2023, le comité syndical du syndicat de la Cité internationale de la gastronomie Paris Rungis a autorisé la passation avec le groupement Altarea-Pitch'Immo, constitué sous la forme de la société dénommée CIG PARIS RUNGIS, d'un « Contrat de concession, sous forme de délégation de service public, relatif à la réalisation et à l'exploitation de la cite de la gastronomie ainsi qu'à la réalisation d'un programme immobilier annexe ». Par une délibération du 2 juillet 2025 votée à l'unanimité par son conseil d'administration, la Semmaris, société gestionnaire du marché d'intérêt national de Rungis, est entrée au capital de la société concessionnaire, ouvrant la voie à de riches synergies.

Après un soutien régional de 2 millions d'euros apporté en 2021 pour l'acquisition du terrain d'assiette, la Présidente de la Région Ile-de-France a fait savoir au Syndicat qu'elle réaffirmait l'engagement de la Région Île-de-France à poursuivre son partenariat pour la réalisation du bâtiment de la Cité internationale de la Gastronomie Paris-Rungis. **Cet engagement a été confirmé en 2023, un montant équivalent à l'apport de l'Etat et à celui de la métropole du Grand Paris, soit 6 millions d'euros, étant évoqué.**

A travers la présente convention, Le Conseil régional d'Île-de-France **amorce** la mise en œuvre de ce soutien à un projet qui contribue profondément au rayonnement national et international du territoire.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION ET DELAIS DE REALISATION**

### **1.1 Objet**

La présente convention a pour objet :

- De préciser les conditions des travaux financés par la présente convention,
- De définir les modalités de versement des avances et solde au Syndicat mixte de la Cité de la gastronomie,
- De fixer les engagements réciproques des parties relatives aux travaux et aux conditions de revoyure éventuelles,
- De fixer les engagements du Syndicat de la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis, relatifs au respect du calendrier général du projet,
- De préciser les conditions de suivi des modalités et de clauses de revoyure, dans le respect du calendrier général du projet.

### **1.2 Contexte des travaux**

Considérant que le Syndicat de la Cité est devenu, avec un soutien régional, propriétaire du foncier sur lequel le projet de Cité de la gastronomie et son quartier ont vocation à être construits par acte authentique en date du 27 décembre 2022, la Région Île-de-France s'engage à présent à participer financièrement à la réalisation des travaux du bâtiment de la Cité de la gastronomie.

L'opération intègre la réalisation de l'ensemble des ouvrages et aménagements nécessaires à la mise en œuvre du programme sur le périmètre défini en préambule.

## **ARTICLE 2 – ROLE ET ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **2.1 Le maître d'ouvrage**

#### **2.1.1 Identification du maître d'ouvrage**

Le Syndicat mixte de la Cité de la gastronomie Paris-Rungis et de son quartier est le maître d'ouvrage du bâtiment de la Cité de la gastronomie.

Sur le fondement de la disposition précitée, le Syndicat mixte de la Cité de la gastronomie conclut une convention spécifique en vue des travaux pour le projet de bâtiment de la Cité de la gastronomie et exerce toutes les attributions de la maîtrise d'ouvrage définies par le code de la commande publique.

#### **2.1.2. Engagements**

Le maître d'ouvrage s'engage sur :

- la réalisation du projet objet de la présente convention,
- le respect des délais de réalisation précisés dans le calendrier annexé à la présente convention,
- le respect des règles de l'art,
- le respect des règles de la commande publique.

Le maître d'ouvrage s'engage à prévenir la Région Île-de-France des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans un délai d'un mois.

Le maître d'ouvrage s'engage au respect du tableau de décomposition des prix des travaux tel que défini à l'article 3 de la présente convention.



## 2.2 Le financeur

La signature de la présente convention vaut engagement de la Région Île-de-France à contribuer au financement des travaux avec l'octroi d'une subvention au syndicat mixte de la Cité de la gastronomie, selon les conditions définies à l'articles 3 de la présente convention.

### ARTICLE 3 – SUBVENTIONNEMENT PAR LE PARTENAIRE FINANCIER

Le dimensionnement du projet de Cité de la gastronomie Paris-Rungis prenant en compte les besoins actuels et futurs des populations franciliennes, la Région Île-de-France s'engage à l'octroi d'une subvention au syndicat mixte de la Cité de la gastronomie d'un montant de 3 millions d'euros, soit 5,12% du montant total du projet HT, au titre de la première tranche de travaux.

Un soutien complémentaire de 3 millions d'euros sera soumis à l'approbation de l'exécutif régional pour l'exercice 2027, sous réserve de l'avancement effectif des travaux.

Il est convenu entre le Syndicat mixte et la Région Île-de-France que le montant forfaitaire de la participation de cette dernière constitue un maximum définitif et non actualisable.

La subvention allouée constitue un maximum au regard du montant prévisionnel des travaux à la date de la signature de la convention et tel que présenté dans le tableau de décomposition du prix des travaux ci-dessous :

Tableau de décomposition du prix des travaux du bâtiment de la Cité de la gastronomie	
Postes de dépenses	Montant HT en euros
Coût de construction (incluant notamment cout MO, taxes, honoraires techniques)	31 752 000 €
Aménagements Culture	12 600 000 €
Aménagements Halle gourmande	3 686 000 €
Espaces extérieurs ouverts au public & Divers (forum)	10 592 000 €
COUT TOTAL DU PROJET HT	58 630 000 €

### ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT

#### 4.1 Régime de TVA

En l'absence de prestation de service rendue par le Syndicat de la Cité à ses membres versants dans la mesure où le syndicat doit employer les sommes conformément à son objet social pour organiser l'édification de la Cité de la gastronomie qui profitera de façon globale à de nombreux citoyens, en proximité ou non, et donc de façon non individualisée de surcroît, les subventions versées par les membres du syndicat ne peuvent pas être considérées comme la contrepartie d'une prestation de service et sont donc hors champ d'application de la TVA.

#### 4.2 Modalités de versement de la subvention

Les demandes de versement d'avance et de solde du maitre d'ouvrage à la Région Île-de-France sont établies en fonction de l'avancement de l'opération. Ces demandes s'effectuent au fur et à mesure de l'avancement du projet.

La subvention régionale de 3 millions d'euros, pour la première tranche de travaux, sera versée, sur présentation d'appels de fonds, selon les modalités suivantes :

- une avance de 900 000 euros en 2025 (soit 30% de la subvention) à valoir sur les paiements prévus et sur présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire,
- le solde sera versé à compter de 2026 après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Toute demande de solde est ferme et définitive. Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée

par la Région. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région. Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

#### 4.3 Paiement

Le bénéficiaire transmettra au représentant de la Région Île-de-France un RIB à la signature de la convention.

Le paiement est conditionné au respect par le maître d'ouvrage des dispositions de la convention. Le mandatement est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

En cas de trop-perçu, les sommes dues par le Syndicat mixte sont réglées dans un délai de 45 jours à compter de la date d'envoi des justificatifs par le Syndicat.

Le comptable assignataire est le comptable de la trésorerie d'Orly.

Les paiements sont effectués par virement bancaire sur les comptes bancaires suivants :  
Pour le Syndicat mixte

Titulaire : Syndicat mixte ouvert de la Cité de la gastronomie Paris-Rungis et de son quartier  
A l'établissement Trésorerie d'Orly 9 rue Christophe Colomb 94310 ORLY  
IBAN (International Bank Account Number) FR05 3000 1009 07E9 4800 0000 018 BIC  
(Bank Identifier Code) BDFEFRPPCCT

Pour la Région Île-de-France

Titulaire :

IBAN (International Bank Account Number) : FR 13 3000 1000 64W7 52000 0000 071  
BIC (Bank Identifier Code) : BDFEFRPPCCT

#### 4.4 Domiciliation

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	N° SIRET	Adresse de facturation	Nom du service	N° téléphone/ adresse électronique
Le Syndicat mixte	200 062 883 00026	40 rue du Séminaire 94550 CHEVILLY-LARUE	Direction du Syndicat	apetillot@citegastronomie-parisrungis.com
La Région Île-de-France	23750007900312	2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine		

#### 4.5 Caducité des subventions

La subvention devient caduque si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas déposé un premier appel de fonds. Il dispose d'un délai de 4 ans après dépôt du premier appel de fonds pour appeler le solde de la subvention. Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Représentant de la Région Île-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de 3 ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Si le bénéficiaire n'a pas respecté ses engagements précisés dans l'article 2.1.2. de la présente (acte de vente non signé, travaux du bâtiment de la Cité de la gastronomie non démarrés), le Syndicat mixte devra rembourser à la Région Île-de-France l'intégralité des avances versées. Un titre de recettes sera émis par la Région Ile-de-France.

#### 4.6 Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage unique s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux travaux faisant l'objet de la présente convention.

## **ARTICLE 5 -RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION ET CLAUSE D'INTERESSEMENT**

Les subventions seront restituées, en tout ou partie, dans les cas suivants :

- Si les autres partenaires financiers devaient ne pas respecter leur engagement rendant impossible la réalisation du projet,
- Si le projet de Cité devait être abandonné rendant inutile la réalisation des travaux,
- Si le projet de Cité n'était pas réalisé après l'acte de vente et dans la limite de quinze ans (ou 16 ans en cas de prorogation obtenue sur demande argumentée cf. article 4.5 de la présente convention),
- Si le terrain acquis est revendu pour un tout autre programme que celui de la Cité de la gastronomie et de son quartier.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer la Région Île-de-France de toute modification de la convention (délai de réalisation, coût d'objectif, etc.) dans les meilleurs délais.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE CONTROLE**

La Région Île-de-France peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives pendant 1 an à compter de la date de l'émission des pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région Île-de-France peut demander, le cas échéant, toute explication ou pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au Représentant de la Région Île-de-France à sa demande, toute pièce justificative de la dépense dans un délai de 2 mois après leur signature.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Région Île-de-France se réserve la possibilité de suspendre son paiement ou de demander le reversement de la somme correspondante aux dépenses insuffisamment justifiées.

## **ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE EN MATIERE D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION**

Le bénéficiaire s'engage à :

- Mentionner la contribution de la Région Île-de-France dès la notification de l'attribution de la subvention sur l'ensemble des supports de communication et d'information liés au projet soutenu. Cela s'applique à toutes les phases du projet : en phase de travaux, de construction ou d'expérimentation et de manière pérenne. Ces supports doivent obligatoirement être soumis à validation préalable avant toute diffusion.
- Informer préalablement le bureau du protocole de la Région Île-de-France avant de fixer la date d'un événement protocolaire lorsque le projet approche de son terme.
- Fournir des justificatifs du bon respect des obligation de communication. Ces justificatifs peuvent prendre différentes formes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux.

## **ARTICLE 8 – PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée maximale de 15 ans, prorogeable 1 an, correspondant également au délai de restitution du financement en cas de motif d'intérêt général abordé à l'article 10.5 de la présente.

La présente convention prend effet après signature par les parties et transmission au Représentant de la Région Île-de-France chargé du contrôle de légalité et notification.

## **ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE**

On entend par « Informations Confidentielles » tous documents de toute nature et sur tout support qui sont transmises entre les parties dans le cadre de la présente convention.

Les parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de cinq (5) années qui s'ensuivront, les Informations Confidentielles reçues :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles,
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies dans la présente convention sur le Projet,

■ ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues ci-après.  
Conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne sont pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie,
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles à l'autre partie,
- en cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique ou à un tiers. Dans cette hypothèse, ils doivent informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

## **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS GENERALES**

### **10.2 Modification de la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie entre les signataires, fera l'objet d'un avenant approuvé par la Région Île-de-France. Celui-ci précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux et son économie.

### **10.3 Modalités de passation d'un avenant**

La demande d'avenant doit être faite par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant l'échéance de la convention. Le Représentant de la Région Île-de-France peut y faire droit au regard de la situation exposée par le Syndicat Mixte.

### **10.4 Cession**

Les Parties ne peuvent céder tout ou partie de la convention de financement sans l'accord préalable et écrit de chacune des Parties.

### **10.5 Règlement des litiges**

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les parties sont de la compétence du tribunal administratif de Paris. La juridiction compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **10.6 Résiliation de la convention**

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général en cas de non-réalisation du projet objet de la présente et suite à la restitution de la subvention perçue et du complément de prix éventuel. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total de la subvention.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

**Mesures d'ordre**

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention

Fait à....., le.....

Pour le Syndicat mixte de la Cité de  
la gastronomie Paris-Rungis

Le Président

Pour la Région Île-de-France

La Présidente

**ANNEXE N°1 Calendrier prévisionnel des travaux de la Cité de la gastronomie**

<b>CALENDRIER DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION AU CONTRAT DE CONCESSION DE LA CITÉ</b>			
	<b>date SAS CIG au 02/07/2025</b>	<b>pourcentage du montant global</b>	<b>montant</b>
<b>Notification de la concession</b>	<b>mai-23</b>	10%	2 500 000,00 €
<b>dépôt des PC</b>	<b>déc-25</b>	15%	3 750 000,00 €
<b>Pc purgés</b>	<b>août-26</b>	3%	750 000,00 €
<b>Début du gros œuvre OS de travaux</b>	<b>sept-26</b>	30%	7 500 000,00 €
<b>OS+6mois</b>	<b>mars-27</b>	15%	3 750 000,00 €
<b>OS+12 mois</b>	<b>sept-27</b>	15%	3 750 000,00 €
<b>OS+18 mois</b>	<b>mars-28</b>	7%	1 750 000,00 €
<b>Date d'acceptation définitive de l'Ouvrage</b>	<b>avr-29</b>	5%	1 250 000,00 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>		100%	25 000 000,00 €

**ANNEXE N°2 Plan de division parcellaire précisant le périmètre de la DSP (4447m<sup>2</sup>) et du PIA (29830m<sup>2</sup>) décembre 2022**

